

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétitionnaire
1	18/11/2025 18:17	Anonyme	Compte tenu du coût de sa construction et de son fonctionnement (l'équilibre financier est fragile) de cet abattoir, cette installation va pénaliser les actions prioritaires du département . Pourquoi le département ne se recentre pas sur ces compétences et notamment sur l'aide à l'enfance et du 3ème âge qui sont en grande difficulté ?	La création d'un abattoir public départemental s'inscrit dans un contexte stratégique fort, répondant à une volonté étatique de renforcer les filières agricoles locales et d'assurer une plus grande souveraineté alimentaire. Ce n'est pas une compétence obligatoire mais, à l'instar de nombreux Départements tels que la Savoie impliqués dans des abattoirs publics, l'intervention du Département au sein du Syndicat mixte est possible et se justifie au titre de la solidarité territoriale et de l'aide à l'équipement rural. Ce projet vise en outre à doter le territoire d'un équipement moderne, respectueux du bien-être animal et adapté aux circuits courts, reconnu ainsi d'intérêt général pour le Département de la Haute Savoie. Le Département a un budget annuel de 1,4 milliards d'euros dont près de 500 M€ sur la seule action sociale (budget qui est en hausse de près de 20M€ tous les ans), un plan pluriannuel d'investissement de plus d'1 milliard d'euros sur les collèges et de plus d'1 milliard sur les infrastructures. Il est donc pleinement impliqué sur ces priorités.
2	18/11/2025 18:22	Anonyme	Sauf erreur, le chapitre 4.6 page 139 du dossier de demande environnementale s'intitule "SOLUTIONS DE SUBSTITUTION ENVISAGEES ET NON RETENUES" . Pourtant aucune solution de substitution n'y est évoquée.	Lors des premières recherches de foncier, le département et les communautés de communes ont identifié la nécessité d'une implantation au centre du département afin qu'il puisse bénéficier à l'ensemble des professionnels de la filière. Une étude d'opportunité a également déterminé la surface minimale du foncier nécessaire à la réalisation de l'ouvrage (environ 9 000 m²). En tenant compte de ces deux critères, un foncier a été recherché dans la communauté de communes du pays rochois afin de limiter les temps de transport à 1h/1h15 maximum depuis la majorité des exploitations du département. Le SCoT Pays Rochois prévoit une zone d'extension des activités industrielles sur ce territoire et elle se situe en continuité du PAE des Jourdiès où le projet a été localisé.
3	27/11/2025 11:36	Anonyme	Favorable au projet	
4	09/12/2025 13:28	Anonyme	Favorable à l'implantation d'un abattoir public, pour permettre à nos éleveurs d'avoir accès à des services de qualité et a proximité de leurs élevages.	
5	09/12/2025 14:29	Donzel gonet marie Louise	En soutien à ce projet moderne aux normes environnementales. Vue extérieur bien pensée ..sans impact visuel...ext ...Ou tout est bien organisé pour cet abattoir qui est situé au cœur de la Haute-Savoie- au service des agriculteurs du département ,ce département qui n'a pas et n'aura qu'un seul abattoir public.	
6	10/12/2025 14:06	Blanc Sébastien	Cet abattoir est indispensable pour le département. Il permet d'apporter un service aux différents élevages. De plus il a une situation centrale, où il est très bien accessible de par les grands axes routiers environnants. Celui-ci sera aux normes actuelles avec des normes environnementales très exigeantes	

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétionnaire
7	10/12/2025 15:53	Romain	Projet indispensable pour l'agriculture haut savoyarde, pour permettre de continuer à faire manger des produits locaux à notre population.	
8	11/12/2025 10:03	Anonyme	Très beau projet, de plus indispensable sur notre territoire.	
9	11/12/2025 10:43	cedric	Ce projet est vraiment important pour l'agriculture haut savoyarde, car Saint-Pierre est vraiment le centre du département. Et donc très accessible pour tout le monde. La filière AOP reblochon a besoin de cette proximité pour valoriser au mieux ses animaux en fin de carrière laitière.	
10	25/12/2025 21:01	Bouclier Judith	Opposition au projet : - Respect des animaux : Les abattoirs sont des lieux où des milliers d'animaux sont tués chaque jour, souvent dans des conditions de souffrance inacceptables. - Impact environnemental : L'élevage intensif et les abattoirs sont parmi les principales sources de pollution, de déforestation et d'émissions de gaz à effet de serre. - Santé publique : Les abattoirs sont également associés à des risques sanitaires, tant pour les travailleurs que pour les riverains - Image de notre ville : Construire un abattoir enverrait un message négatif sur les valeurs de notre communauté.	Cet équipement est conçu selon des normes récentes de respect du bien-être animal, et notamment la démarche Bouv'innov. Par ailleurs, sa localisation, au centre du département, a été choisie pour réduire les temps de transport des animaux vivants. Notre projet s'inscrit en soutien à l'agriculture locale dans le but de valoriser les produits qualitatifs issus de des élevages de Haute Savoie. La commercialisation des produits découpés et transformés sera principalement réalisée localement, en circuit court, auprès des particuliers et des collectivités publiques. Cet abattoir public est l'opportunité de soutenir les filières agricoles du département, et de moderniser leurs conditions de travail. Il s'agit d'une action forte des collectivités locales et de la ville de Saint Pierre en Faucigny en faveur d'une alimentation locale, responsable et qualitative.

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétionnaire
11	27/12/2025 18:45	MARIN LATOUR Olivier	<p>-Le projet répond-il au besoin ?</p> <p>- Si ce projet est réalisé, quelle garantie sera apportée pour en atténuer au maximum les nuisances, olfactives, environnementales (transport routier, eaux usées, etc. )</p> <p>- Ce projet d'abattoir n'est-il pas la réalisation d'un projet de plus voulu par une entité publique au budget surdoté ?</p> <p>- Ce projet contribue lui aussi à consommer à nouveau une surface importante de terres agricoles</p> <p>Opposition à ce projet sauf à démontrer son utilité indéniable.</p>	<p>Le projet d’abattoir départemental tire sa genèse dans les difficultés chroniques rencontrées par l’abattoir de Megève, dernier abattoir public de la Haute-Savoie.</p> <p>L’abattoir de Megève a en effet connu une fermeture administrative pour raisons sanitaires, et même si des investissements ont été réalisés, il reste vétuste et son maintien reste provisoire.</p> <p>Territoire de montagne et d’herbe, la Haute-Savoie est majoritairement tournée vers l’élevage, notamment bovin, caprin et ovin.</p> <p>Face à la demande sociétale de consommer local et aux besoins des territoires d’augmenter la part des circuits courts, il s’agit de se doter d’un service public d’abattage multi espèces et de transformation des viandes aux normes sanitaires et respectueux du bien-être animal. L’abattoir sera doté d’un système de vidéo-surveillance pour toute transparence.</p> <p>Le projet vise une capacité d’abattage de 1500 tonnes annuelles en adéquation avec les besoins identifiés du territoire, ce qui reste un petit abattoir au regard du paysage français des abattoirs.</p> <p>La population de la Haute-Savoie est en forte croissance depuis la fin de la seconde guerre mondiale, et la tendance actuelle montre une augmentation pour les 3 prochaines décennies.</p> <p>La volonté affichée est de ne pas positionner cet abattoir comme concurrent des abattoirs périphériques et de rechercher des équilibres de tarifications.</p> <p>Ce projet s'inscrit dans un contexte stratégique fort, répondant à une volonté étatique de renforcer les filières agricoles locales et d'assurer une plus grande souveraineté alimentaire. Ce n’est pas une compétence obligatoire mais, à l’instar de nombreux Départements tels que la Savoie impliqués dans des abattoirs publics, l’intervention du Département au sein du Syndicat mixte est possible et se justifie au titre de la solidarité territoriale et de l’aide à l’équipement rural. Ce projet vise en outre à doter le territoire d'un équipement moderne, respectueux du bien-être animal et adapté aux circuits courts, reconnu ainsi d’intérêt général pour le Département de la Haute Savoie.</p> <p>Le Département a un budget annuel de 1,4 milliards d’euros dont près de 500 M€ sur la seule action sociale (budget qui est en hausse de près de 20M€ tous les ans), un plan pluriannuel d’investissement de plus d’1 milliard d’euros sur les collèges et de plus d’1 milliard sur les infrastructures. Il est donc pleinement impliqué sur ces priorités.</p>
12	30/12/2025 12:00	RICHARD Karine	<p>Éleveurs de brebis sur la commune de Sixt-Fer-à-Cheval, nous proposons à la population tous les automnes notre viande d'agneau d'alpage en vente directe. Notre élevage produit de la viande de grande qualité, de manière vertueuse avec la pratique ancestrale de l'alpage, malgré toutes les difficultés que cela engendre. Le nouvel abattoir nous permettra de continuer notre activité et surtout de nourrir la population locale avec des produits de qualité. Il est très important d'avoir un abattoir de proximité, à taille humaine, pour d'une part limiter les transports de nos animaux et pouvoir leur assurer un abattage le plus respectueux possible. Nous pouvons ainsi proposer des produits ultra locaux, et produits avec le moins d'impact carbone possible de la naissance de nos bêtes jusqu'à la vente de leur viande.</p>	

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétionnaire
13	31/12/2025 00:22	Courtiol Jean-Baptiste	<p>Éleveur ovin pluri actif cotisant solidaire à la MSA, je traverse le département pour aller plusieurs fois par an à l'abattoir de Megève et je fais appel à la transformation proposée.</p> <p>Il est primordial de mon point de vue que le département, dans lequel l'élevage est fortement représenté, se dote d'un abattoir digne de ce nom adapté pour toutes les filières et respectueux de la vie animale et de nos cultures et traditions.</p> <p>Ça position centrale au département et les ateliers de transformation sont pertinents et plus pratiques pour mon activité.</p> <p>Les emplois non délocalisables, le maintien et la transmission du savoir-faire sont très importants pour notre territoire et notre identité. Il est certain que je serai client.</p>	
14	01/01/2026 12:37	Anonyme	<p>Éleveuse de moutons, je suis très largement favorable a l'abattoir de Saint Pierre en Faucigny.</p> <p>Cela évitera aux éleveurs de moutons de faire parcours de très longues distances pour emmener leurs animaux a l'abattoir comme celui de Bellegarde par exemple.</p>	
15	02/01/2026 09:08	Tochon ferdollet Emmanuel	Un abattoir public est indispensable dans le département	
16	02/01/2026 19:41	Alicia Donzel	<p>Soutien à ce projet, pour avoir un abattoir au norme environnemental dans notre département et aussi pour le bien être animal.</p> <p>Indispensable pour la profession agricole</p>	
17	02/01/2026 19:42	Killian	Soutien à ce projet pour avoir un abattoir aux normes et indispensable à l'agriculture de chez nous	
18	02/01/2026 19:51	Anonyme	Très important dans notre territoire d'avoir un abattoir aux normes environnementales et aussi pour pouvoir fournir de la viande locale pour nos cantines et pour les habitants de notre territoire avec un bilan carbone moindre	
19	03/01/2026 06:12	lionel jolivet	Je suis éleveur ovins bovins et juge indispensable la création de l'abattoir de st Pierre en Faucigny qui sera bien centralisé sur le département. Sans celui-ci nous n'aurons plus d'abattoir public sur le département et surtout plus d'abattoir pour ovins car celui de Megève est obsolète et non fonctionnel et ne pourra plus être mis aux normes.	

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétionnaire
20	04/01/2026 18:24	Arpin Nicolas	C'est un projet important pour le département de Haute Savoie, il est indispensable au maintien d'une agriculture local et durable. De plus avec l'arrêt de l'abattoir de Megève se sera le seul abattoir dans le département, c'est donc un projet primordial.	
21	08/01/2026 15:39	BONNAZ ETIENNE	Je soutiens vraiment cet équipement, qui est primordial pour la survie de nos agriculteurs.	
22	15/01/2026 11:23	Anonyme	<p>Actuellement les abattoirs luttent pour être rentables. Il est indispensable de remplacer l'abattoir de Megève, mais l'augmentation de volumes demeure incompréhensible.</p> <p>Les impacts d'un outil surdimensionné sont incontestables :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sur le plan financier : à la construction et en fonctionnement, basé sur des crédits publics ;</li> <li>- Sur le schéma économique des abattoirs de proximité : l'abattoir de Bellegarde pourra-t-il survivre à une perte de tonnage ? ; l'abattoir de Chambéry verra-t-il sa rentabilité économique remise en cause... ;</li> <li>- Sur le plan des ressources et énergies : consommations eau, électricité ;</li> <li>- Sur le plan humain : main d'œuvre qualifiée ; ...</li> <li>- Sur le plan environnemental en conséquence des autres impacts et particulièrement le traitement des eaux et effluents.</li> </ul> <p>Si étude il y a eu, les résultats ne sont pas partagés ?</p> <p>Au niveau local, ce projet et son dimensionnement semblent davantage être un souhait politique qu'une réponse à un besoin de la filière.</p>	<p><a href="#">Le projet d'abattoir départemental tire sa genèse dans les difficultés chroniques rencontrées par l'abattoir de Megève, dernier abattoir public de la Haute-Savoie.</a></p> <p><a href="#">L'abattoir de Megève a en effet connu une fermeture administrative pour raisons sanitaires, et même si des investissements ont été réalisés, il reste vétuste et son maintien reste provisoire.</a></p> <p><a href="#">Territoire de montagne et d'herbe, la Haute-Savoie est majoritairement tournée vers l'élevage, notamment bovin, caprin et ovin.</a></p> <p><a href="#">Face à la demande sociétale de consommer local et aux besoins des territoires d'augmenter la part des circuits courts, il s'agit de se doter d'un service public d'abattage multi espèces et de transformation des viandes aux normes sanitaires et respectueux du bien-être animal. L'abattoir sera doté d'un système de vidéo-surveillance pour toute transparence.</a></p> <p><a href="#">Le projet vise une capacité d'abattage de 1500 tonnes annuelles en adéquation avec les besoins identifiés du territoire, ce qui reste un petit abattoir au regard du paysage français des abattoirs.</a></p> <p><a href="#">La population de la Haute-Savoie est en forte croissance depuis la fin de la seconde guerre mondiale, et la tendance actuelle montre une augmentation pour les 3 prochaines décennies.</a></p> <p><a href="#">La volonté affichée est de ne pas positionner cet abattoir comme concurrent des abattoirs périphériques et de rechercher des équilibres de tarifications.</a></p>
23	16/01/2026 15:46	Syndicat agricole de la clusaz	Notre syndicat agricole à la Clusaz est vivement attaché à soutenir ce projet qui au niveau environnemental sera vital pour l'avenir dans ce département de Haute-Savoie. Tous les agriculteurs de la commune (25 exploitations)	
24	16/01/2026 18:00	Anonyme	<p>Le projet d'abattoir public départemental est une très bonne idée.</p> <p>Cela permettra à nos éleveurs de pouvoir faire tuer leurs bêtes dans de bonne condition .</p> <p>Les hauts savoyards et les touristes pourront manger de la bonne viande .</p>	
25	16/01/2026 18:09	Bouchet Jean-Marc	Je valide ce projet, en effet il sera un outil moderne correspondant aux nouvelles attentes.	
26	16/01/2026 18:12	Mairie de Villy le Bouveret	Ce projet est une bonne chose d'après notre sondage auprès des agriculteurs du secteur.	

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétitionnaire
27	16/01/2026 18:13	Mairie de Villy le Bouveret	Ce projet est une bonne chose d'après notre sondage auprès des agriculteurs du secteur.	
28	16/01/2026 18:18	Bouchet Martine	Je valide ce projet, je trouve positif le fait de faciliter l'abattage rituel dans le respect des animaux et les normes sanitaires	
29	16/01/2026 18:34	Millet Florian	En tant qu'agriculteur pratiquant la vente directe de viande bovine en Haute Savoie je me réjouis de ce projet et ai hâte de le voir aboutir	
30	16/01/2026 18:44	Anonyme	Consommons local sans être obligé de changer de département !	
31	16/01/2026 19:02	Gerdil laurent	Pour ce projet	
32	16/01/2026 19:33	Le Cadre Tanguy	Super. Une très bonne idée pour se rapprocher davantage du local. Merci!	
33	16/01/2026 19:34	Isabelle peter	Bonjour, J'espère et je souhaite que cet abattoir respectera notre façon d'abattre l'animal en l'étourdisant et qu'aucune je dis bien aucune dérogation pour un abattage rituel soit casher ou hallal ne soit autorisée, aucune, merci.	<p>L'abattoir départemental remplira une mission de service public d'abattage rituel, besoin accentué lors des fêtes rituelles notamment et qui répond à un besoin du territoire.</p> <p>Il se dotera des agréments nécessaires, garants des réglementations spécifiques ; Aussi, il est prévu d'avoir un matériel adapté et un personnel dûment formé, des procédures garantissant des cadences et un niveau d'hygiène adaptés pour tout type d'abattage.</p> <p>Lors d'événements exceptionnels (notamment les fêtes rituelles mais aussi les contextes épidémiques), la Préfecture de Haute Savoie procède à des réquisition sur les abattoirs publics et privés en capacité d'abattre les animaux concernés.</p> <p>En Haute-Savoie, ce sont près de 2 000 moutons qui sont écoulés chaque année pour l'Aïd selon le Syndicat ovin. L'abattoir de Megève participe à l'abattage rituel pour la fête de l'Aïd avec la mise en place d'un dispositif spécifique d'abattage rituel d'agneaux qui s'effectue sur deux jours avec 600 à 700 agneaux abattus. Une part notable des agneaux haut-savoyards (environ 1 500) sont abattus dans l'abattoir temporaire de Saint-Martin de Bellevue à Filière.</p>
34	16/01/2026 19:41	Patrick Bray	Je suis pour cette abattoir, plus près plus facile pour les agriculteurs, moins de voyages, plus écologique, moins polluant. Tout pour plaire aux utilisateurs et aux futurs clients des fermes de proximité. Il faut y aller .	
35	16/01/2026 20:22	Patrick Bray	Idem contribution 34	

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétionnaire
36	16/01/2026 23:35	REALE Catherine	Un abattoir moderne à St Pierre en Faucigny -donc proche du Chablais- me semble réunir les avantages de la proximité, permettant un Abattage sans long trajet dans le respect des bêtes, un bilan carbone meilleur, des procédés plus modernes et probablement des coûts de transports moindres pour les éleveurs qui de ce fait pourront améliorer leur marge. La viande est un produit de luxe à consommer avec modération. Elle est bonne et nécessaire à la santé surtout si les éleveurs se préoccupent de la bonne qualité de l'alimentation de leur bétail. Je suis POUR.	
37	17/01/2026 07:57	Fabienne	Un abattoir local permettrait de manger encore plus sainement et éviterait des désagréments à nos éleveurs.	
38	18/01/2026 20:18	Anonyme	Cet abattoir permettra aux éleveurs de haute savoie de développer leur entreprise localement et aux particuliers de consommer de la viande locale	
39	19/01/2026 10:07	Anonyme	Bonne nouvelle !	
40	20/01/2026 14:15	Anonyme	Nous soutenons le projet d'abattoir à Saint-Pierre-en-Faucigny. Même si nous ne sommes plus en activité, nous sommes convaincus que l'agriculture en a besoin. Un abattoir de proximité est essentiel, notamment pour éviter le transport sur de longues distances et garantir de meilleures conditions pour les animaux.	
41	22/01/2026 10:56	Anonyme	Un abattoir de proximité est nécessaire notamment pour les producteurs/vendeurs à la ferme locaux. Merci	

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétionnaire
42	22/01/2026 15:49	Anonyme	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pourquoi utiliser de l'argent dans une compétence facultative du Conseil départemental ?</li> <li>- L'eau est en état de "faillite mondiale" selon l'ONU. Localement on a déjà des restrictions pendant les périodes estivales. Avez vous fait les calculs ? en prenant en compte la dynamique d'augmentation de la population ?</li> <li>- On va devoir réduire nos consommation de viande à l'avenir. La dynamique des consommateur va en ce sens.</li> <li>- Pourquoi construire un bâtiment avec tant de capacité ?</li> </ul>	<p>La création d'un abattoir public départemental s'inscrit dans un contexte stratégique fort, répondant à une volonté étatique de renforcer les filières agricoles locales et d'assurer une plus grande souveraineté alimentaire. Ce n'est pas une compétence obligatoire mais, à l'instar de nombreux Départements tels que la Savoie impliqués dans des abattoirs publics, l'intervention du Département au sein du Syndicat mixte est possible et se justifie au titre de la solidarité territoriale et de l'aide à l'équipement rural. Ce projet vise en outre à doter le territoire d'un équipement moderne, respectueux du bien-être animal et adapté aux circuits courts, reconnu ainsi d'intérêt général pour le Département de la Haute Savoie.</p> <p>Le Département a un budget annuel de 1,4 milliards d'euros dont près de 500 M€ sur la seule action sociale (budget qui est en hausse de près de 20M€ tous les ans), un plan pluriannuel d'investissement de plus d'1 milliard d'euros sur les collèges et de plus d'1 milliard sur les infrastructures. Il est donc pleinement impliqué sur ces priorités.</p> <p>Le projet vise une capacité d'abattage d'environ 1500 tonnes annuelles, ce qui reste un petit abattoir au regard du paysage français des abattoirs. Cette capacité a été retenue sur la base d'une étude réalisée sur les filières d'élevage présentes en Haute-Savoie. Par ailleurs, bien que la consommation de viande en France soit en stagnation, la population de la Haute-Savoie est en forte croissance depuis la seconde guerre mondiale, ce qui en fait un territoire peuplé (850 000 hab en 2022). Les abattoirs de proximité permettent également de « raccourcir » les circuits de distribution et de répondre ainsi à la demande sociétale de consommer local et aux besoins des territoires, dont nombre s'engagent dans des Projets Alimentaires Territoriaux, d'augmenter la part des circuits courts. En ce sens, la Chambre d'Agriculture porte depuis 2025 une stratégie de filière viande visant à organiser les éleveurs et les acteurs afin de positionner les viandes locales sur les marchés locaux et de maintenir la valeur ajoutée dans les fermes savoyardes.</p>
43	22/01/2026 21:59	SETIF Sylviane retraîtée habitante de Haute-Savoie	<p>Doublon</p> <p>Contribution remplacée par la contribution n°44</p>	Réponse à la contribution n°44



Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétionnaire
44	23/01/2026 08:22	SETIF Sylviane retraîtée habitante de Haute-Savoie	<p>Très choquée d’entendre que le coût de cette construction (12,5 Md’€) ne soit pas un problème puisqu’il ne représente QUE 0,8 % du budget du département (entendu lors de la 2ème réunion publique...).</p> <p>Je modifie et précise ma précédente contribution avec la bonne formulation : La construction d’un abattoir ne fait pas partie des MISSIONS PRIORITAIRES DU DEPARTEMENT .</p> <p>Pour comparaison, 12,5 M d’€ représente le coût moyen de construction d’un EHPAD de 80 lits.</p> <p>Y a-t-il trop d’EHPAD dans le département ?</p> <p>La construction de l’abattoir fera réaliser une économie de transport de 3/4h à 1 h en moyenne des bêtes, économie à mettre en rapport avec toujours ce même coût de construction.</p> <p>Sans parler de la perte irrémédiable de 9800m2 de terrain agricole.</p> <p>Je ne comprends pas la nécessité de réaliser des plantations odorantes puisque vous n’annoncez pas de nuisances olfactives. Qu’est-ce que cela cache ?</p> <p>Cette contribution est à prendre en compte à la place de ma contribution 43</p> <p>Pour ces raisons, je suis contre ce projet de construction d’abattoir</p>	<p>La création d'un abattoir public départemental s'inscrit dans un contexte stratégique fort, répondant à une volonté étatique de renforcer les filières agricoles locales et d'assurer une plus grande souveraineté alimentaire. Ce n'est pas une compétence obligatoire mais, à l'instar de nombreux Départements tels que la Savoie impliqués dans des abattoirs publics, l'intervention du Département au sein du Syndicat mixte est possible et se justifie au titre de la solidarité territoriale et de l'aide à l'équipement rural. Ce projet vise en outre à doter le territoire d'un équipement moderne, respectueux du bien-être animal et adapté aux circuits courts, reconnu ainsi d'intérêt général pour le Département de la Haute Savoie.</p> <p>Le Département a un budget annuel de 1,4 milliards d’euros dont près de 500 M€ sur la seule action sociale (budget qui est en hausse de près de 20M€ tous les ans), un plan pluriannuel d’investissement de plus d’1 milliard d’euros sur les collèges et de plus d’1 milliard sur les infrastructures. Il est donc pleinement impliqué sur ces priorités.</p> <p>Le projet d’abattoir départemental tire sa genèse dans les difficultés chroniques rencontrées par l’abattoir de Megève, dernier abattoir public de la Haute-Savoie. L’abattoir de Megève a en effet connu une fermeture administrative pour raisons sanitaires, et bien que des investissements aient été réalisés, il reste vétuste, avec une faible productivité et son maintien reste provisoire. Dès lors, et au vu des contraintes inhérentes à la situation géographique actuelle de l’abattoir en milieu urbain, le choix de créer un nouvel équipement en position centrale dans le département et facile d’accès a été retenu.</p> <p>Le département de la Haute-Savoie est un territoire de montagne et d’herbe, en grande majorité tourné vers l’élevage, notamment bovin, ovin et caprin. Le territoire a donc besoin d’un équipement de proximité, répondant aux besoins des éleveurs en terme de petits lots, de possibilités d’abattage multi espèces, doté des services indispensables au développement des circuits courts, comme la maturation des carcasses, la découpe et la transformation des viandes.</p>
45	23/01/2026 14:12	Chalençon william	<p>Ce projet est indispensable pour notre profession agricole. Un emplacement idéal dans le département . Nous avons un réel besoin de cet abattoir.</p> <p>Merci au conseil départemental et aux communautés de commune et à la mairie de Saint Pierre en Faucigny d’accueillir ce beau projet .</p>	

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétionnaire
46	23/01/2026 14:21	Anonyme	<p>Coût exorbitant et absence de rentabilité économique</p> <p>Artificialisation des sols : perte de 1 ha de prairie permanente</p> <p>Nuisances : nuisances sonores nocturnes, nuisances olfactives et sonores pour des tiers à proximité</p> <p>Conclusion : s'engager dans un tel projet, sans avoir refait une réelle étude économique récente, n'est pas raisonnable. A minima, un réexamen du dossier par les futures municipalités et collectivités territoriales prochainement élues en mars 2026 est indispensable avant d'engager un tel chantier.</p>	<p>Le département de la Haute Savoie a réalisé les études préalables au lancement du projet auprès de cabinets de conseils spécialisés indépendants dans le secteur agro-alimentaires, de la chambre d'agriculture et des représentants des filières locales.</p> <p>Le support de la réunion publique de cloture apporte des précisions concernant les projections de volumes de consommation de viandes en France à 10 ans. Il est mis en évidence que ces volumes se stabilisent. Les sources sont identifiées et facilement consultables.</p> <p>Le projet d'abattoir départemental tire sa genèse dans les difficultés chroniques rencontrées par l'abattoir de Megève, dernier abattoir public de la Haute-Savoie. L'abattoir de Megève a en effet connu une fermeture administrative pour raisons sanitaires, et bien que des investissements aient été réalisés, il reste vétuste, avec une faible productivité et son maintien reste provisoire. Dès lors, et au vu des contraintes inhérentes à la situation géographique actuelle de l'abattoir en milieu urbain, le choix de créer un nouvel équipement en position centrale dans le département et facile d'accès a été retenu.</p> <p>Le département de la Haute-Savoie est un territoire de montagne et d'herbe, en grande majorité tourné vers l'élevage, notamment bovin, ovin et caprin. Le territoire a donc besoin d'un équipement de proximité, répondant aux besoins des éleveurs en terme de petits lots, de possibilités d'abattage multi espèces, doté des services indispensables au développement des circuits courts, comme la maturation des carcasses, la découpe et la transformation des viandes.</p> <p>Le projet vise une capacité d'abattage d'environ 1500 tonnes annuelles, ce qui reste un petit abattoir au regard du paysage français des abattoirs. Cette capacité a été retenue sur la base d'une étude réalisée sur les filières d'élevage présentes en Haute-Savoie. Par ailleurs, bien que la consommation de viande en France soit en stagnation, la population de la Haute-Savoie est en forte croissance depuis la seconde guerre mondiale, ce qui en fait un territoire peuplé (850 000 hab en 2022). Les abattoirs de proximité permettent également de « raccourcir » les circuits de distribution et de répondre ainsi à la demande sociétale de consommer local et aux besoins des territoires, dont nombre s'engagent dans des Projets Alimentaires Territoriaux, d'augmenter la part des circuits courts. En ce sens, la Chambre d'Agriculture porte depuis 2025 une stratégie de filière viande visant à organiser les éleveurs et les acteurs afin de positionner les viandes locales sur les marchés locaux et de maintenir la valeur ajoutée dans les fermes savoyardes.</p> <p>Le budget de fonctionnement est en cours de montage avec les acteurs du secteur concernés. Il sera mis au point en fonction de l'organisation de l'exploitation, des attentes des professionnels de l'élevage, de la saisonnalité et des couts de fonctionnement prévisionnels. Cependant, il est identifié que le budget de fonctionnement ne supportera pas l'amortissement du cout d'investissement, ce qui doit permettre d'atteindre plus facilement l'équilibre économique.</p> <p>Le budget d'investissement est à ce jour de 12,5 M€ HT Toutes dépenses confondues. Les études se poursuivent afin de définir un projet en adéquation avec les besoins exprimés des acteurs du secteur.</p>

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétitionnaire
47	23/01/2026 15:03	Chambre d'agriculture Savoie Mont-Blanc	La Chambre d'agriculture Savoie Mont-Blanc est associée à ce projet depuis l'origine, tant au titre de la représentation de la profession agricole que de son implication dans les groupes de travail techniques (dimensionnement, besoins des filières, ateliers de transformation, gouvernance). Le projet d'abattoir public de Haute-Savoie répond à un besoin identifié de maintien d'un outil d'abattage public multi-espèces à l'échelle départementale, dans un contexte marqué par la vétusté structurelle de l'abattoir de Megève. La CASM tient à souligner l'importance de la réalisation de cet abattoir pour les filières animales locales.	
48	23/01/2026 16:28	MARCHAND Lucas	Ce projet d'ampleur départementale répond à des enjeux essentiels pour l'ensemble des filières animales, en particulier pour le maintien et la valorisation de l'élevage de montagne et des alpages du Département. Il constitue un outil structurant pour sécuriser les filières locales, limiter les transports d'animaux, améliorer le bien-être animal et soutenir les circuits courts et la transformation locale. Je considère ce projet comme d'intérêt général, nécessaire à la pérennité de l'agriculture de proximité et à l'équilibre économique, environnemental et territorial du Département.	
49	25/01/2026 16:53	Missillier Lise	Particulièrement préoccupée par les nuisances potentielles que pourrait engendrer l'implantation d'un tel équipement à proximité immédiate de son domicile : - la question des odeurs constitue une source d'inquiétude majeure. - l'augmentation du trafic de poids lourds liée à l'approvisionnement de l'abattoir et à l'évacuation des déchets risque d'entraîner des nuisances sonores, une dégradation des voiries ainsi qu'un accroissement des risques pour la sécurité routière. - s'interroge également sur les impacts environnementaux et sanitaires du projet, notamment en ce qui concerne la gestion des déchets, des effluents et des sous-produits animaux, ainsi que sur les garanties apportées quant au respect des normes en vigueur. - ce projet est susceptible de porter atteinte au cadre de vie des riverains, elle souhaite que ces éléments soient pleinement pris en compte dans l'évaluation du dossier.	<b>Concernant les odeurs :</b> Toutes les activités seront effectuées à l'intérieur de l'installation y compris le stockage des déchets. Les produits sont stockés ou travaillés dans des locaux à température dirigée et les coproduits sont stockés dans des locaux réfrigérés, maintenu à 0°C / + 3° C. Ils sont enlevés au minimum deux fois par semaine. Les locaux de lavage, l'unité de transformation ainsi que le hall d'abattage sont ventilés mécaniquement. Ces locaux sont mis en dépression avec un taux de renouvellement d'air de 6 à 10 volumes/heure en hall d'abattage et un recyclage avec filtration HEPA H13 / Brassage d'air 12vol/h avec 30% d'air neuf (soit environ 3,6 vol/h de renouvellement) en hall découpe et transformation L'odeur sera alors largement diluée dans un fort volume d'air et ne sera pratiquement plus perceptible. De plus, les rejets sont effectués en toiture : les odeurs ne seront pratiquement pas sensibles au niveau du sol. La station de pré-traitement sera entièrement capotée et ce qui limitera également les odeurs.  <b>Concernant le trafic :</b> La mise en œuvre du projet engendrera un trafic relativement faible de camions "petits porteurs" (30/j au maximum) sur les principaux axes routiers (A40, D19, route des Lacs) qui bordent ou traversent le PAE des Jourdiès. Au vu de sa position centrale au sein du PAE des Jourdiès, il n'est pas estimé de report sur les axes secondaires. Les accès et sorties du PAE pourront faire converger un trafic notable sans être saturé aux heures de pointe, en lien avec l'activité économique et les déplacements domicile-travail.  <b>Concernant les déchets :</b> Lors de l'exploitation, une attention particulière sera donnée quant à la gestion des déchets. Les déchets fermentescibles seront régulièrement enlevés et une attention toute particulière sera portée au maintien de la

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétitionnaire
				<p><b>Concernant les déchets :</b></p> <p>Lors de l'exploitation, une attention particulière sera donnée quant à la gestion des déchets. Les déchets fermentescibles seront régulièrement enlevé et une attention toute particulière sera portée au maintien de la propreté des locaux par des nettoyages journaliers des installations.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitation appliquera une politique déchet conforme à la réglementation qui consiste à utiliser des technologies propres et à valoriser ou recycler au maximum les sous-produits de fabrication. Ainsi, la production de déchets sera réduite. Ces déchets seront évacués, traités et valorisés par des entreprises spécialisées et performantes.</p>
50	26/01/2026 10:29	Clo niemi	Je viens d'apprendre que vous ouvrirez un abattoir en 2028, je suis bien consciente qu'il y a 12 millions d'investissement derrière J'ai vu qu'il y aurait l'abattage rituel. Je crois savoir que l'abattage rituel se différencie des autres abattages car il n'y a pas d'étourdissement. La gorge est tranchée et l'animal est placé tête en bas. Les vaches sont dans des énormes appareils en métal rotatifs, elles sont terrifiées. Peut-être pourriez-vous revoir certains aspects ?	L'abattoir départemental remplira une mission de service public d'abattage rituel, besoin accentué lors des fêtes rituelles. Pour cela il se dotera des agréments nécessaires, garants des réglementations spécifiques. En Haute-Savoie, ce sont près de 2000 moutons qui sont écoulés pour l'Aïd selon le Syndicat ovin. L'abattoir de Megève pratique chaque année l'abattage rituel pour la fête de l'Aïd.
51	26/01/2026 10:48	Riff David	Habitant, souhaite exprimer son opposition au projet tant du point de vue environnemental, sanitaire, paysager que des mobilités : - Nuisances et augmentation du trafic routier - Inadéquation avec les objectifs de transition écologique et les évolutions sociétales - Risque d'un équipement surdimensionné et peu adapté à l'avenir	<p>Le département de la Haute Savoie a réalisé les études préalables au lancement du projet auprès de cabinets de conseils spécialisés indépendants dans le secteur agro-alimentaires, de la chambre d'agriculture et des représentants des filières locales.</p> <p>Le support de la réunion publique de cloture apporte des précisions concernant les projections de volumes de consommation de viandes en France à 10 ans. Il est mis en évidence que ces volumes se stabilisent. Les sources sont identifiées et facilement consultables.</p> <p>Le projet d'abattoir départemental tire sa genèse dans les difficultés chroniques rencontrées par l'abattoir de Megève, dernier abattoir public de la Haute-Savoie. L'abattoir de Megève a en effet connu une fermeture administrative pour raisons sanitaires, et bien que des investissements aient été réalisés, il reste vétuste, avec une faible productivité et son maintien reste provisoire. Dès lors, et au vu des contraintes inhérentes à la situation géographique actuelle de l'abattoir en milieu urbain, le choix de créer un nouvel équipement en position centrale dans le département et facile d'accès a été retenu.</p> <p>Le département de la Haute-Savoie est un territoire de montagne et d'herbe, en grande majorité tourné vers l'élevage, notamment bovin, ovin et caprin. Le territoire a donc besoin d'un équipement de proximité, répondant aux besoins des éleveurs en terme de petits lots, de possibilités d'abattage multi espèces, doté des services indispensables au développement des circuits courts, comme la maturation des carcasses, la découpe et la transformation des viandes.</p>

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétionnaire
				<p>Le projet vise une capacité d’abattage d’environ 1500 tonnes annuelles, ce qui reste un petit abattoir au regard du paysage français des abattoirs. Cette capacité a été retenue sur la base d’une étude réalisée sur les filières d’élevage présentes en Haute-Savoie. Par ailleurs, bien que la consommation de viande en France soit en stagnation, la population de la Haute-Savoie est en forte croissance depuis la seconde guerre mondiale, ce qui en fait un territoire peuplé (850 000 hab en 2022). Les abattoirs de proximité permettent également de « raccourcir » les circuits de distribution et de répondre ainsi à la demande sociétale de consommer local et aux besoins des territoires, dont nombre s’engagent dans des Projets Alimentaires Territoriaux, d’augmenter la part des circuits courts. En ce sens, la Chambre d’Agriculture porte depuis 2025 une stratégie de filière viande visant à organiser les éleveurs et les acteurs afin de positionner les viandes locales sur les marchés locaux et de maintenir la valeur ajoutée dans les fermes savoyardes.</p> <p>Le budget de fonctionnement est en cours de montage avec les acteurs du secteur ocncernés. Il sera mis au point en fonction de l'organisation de l'exploitation, des attentes des professionnels de l'elevage, de la saisonnalité et des couts de fonctionnement prévisionnels. Cependant, il est identifié que le budget de fonctionnement ne supportera pas l'amortissement du cout d'investissement, ce qui doit permettre d'atteindre plus facilement l'équilibre économique.</p> <p>Le budget d'investissement est à ce jour de 12,5 M€ HT Toutes dépenses confondues. Les études se poursuivent afin de définir un projet en adéquation avec les besoins exprimés des acteurs du secteur.</p>
52	26/01/2026 13:12	Anonyme	Contre, projet qui ne sera jamais rentable. Merci de laisser cette compétence aux opérateurs privés.	Commentaire n'appelant pas de réponses du pétionnaire.

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétitionnaire
53	27/01/2026 14:12	NATENV Nature et Environnement en Pays Rochois	<p>Une nécessité avérée : chiffrée de la rénovation de l'abattoir de Megève n'est pas communiquée et c'est regrettable, cela aurait permis au citoyen d'avoir une réelle base comparative avec le projet de construction. Tel que présenté, le dossier donne le choix entre le projet de Saint Pierre ou rien du tout.</p> <p>- Emplacement choisi : aucune solution alternative n'est évoquée, par exemple emplacement dans des friches industrielles au de prendre des terres agricoles en expropriation DUP. Par ailleurs, la possibilité d'abattoir mobile ne semble pas avoir été étudiée.</p> <p>- Eau : La consommation d'eau potable prévue pour les besoins du projet n'est pas projetée par rapport aux besoins actuels et à venir de l'ensemble des usagers de la CCPR. L'installation d'une cuve tampon d'eau potable de 50/60 m³ pour lisser les pointes de consommation paraît bien insuffisant en cas de sécheresse.</p> <p>Qualité : Une station de prétraitement est prévue. Cependant en cas d'incendie, de déversement accidentel de produits, de fuite de carburant ou de pluie importante, il existe un risque de pollution même si le bassin de rétention installé sera de 550 l.</p> <p>- Rentabilité incertaine : Ce projet d'abattoir représente un investissement lourd, qui sera à moderniser régulièrement et dont la rentabilité est incertaine. Le déficit d'exploitation devra être comblé par le contribuable.</p> <p>- Main d'oeuvre : Travailler dans un abattoir est un métier difficile peu attractif et mal payé. L'éventualité que l'installation puisse fonctionner en mode « dégradé » faute de personnel suffisant et les répercussions que cela aurait sur le respect de toutes les normes auxquelles l'activité est soumise ne peuvent être édulés.</p>	<p>La restructuration du site de Megève n'était pas possible en raison de la vétusté du bâtiment et de l'exigüité du site. Par ailleurs, la production de produits transformés est réalisée sur un autre site, rendant complexe et coûteux le fonctionnement général de l'abattoir existant. La production agro-alimentaire exige des terrains non pollués pour être implanté. Nous avons choisi le foncier qui répondait à l'ensemble des contraintes technico fonctionnelles identifiées (centralité, accès aisé, contenance foncière, ...).</p> <p>L'abattage mobile répond à des conditions spécifiques d'élevages ou d'urgence qui ne constitue par une solution pérenne d'abattages de troupeaux dans des conditions d'hygiène demandées par la DDPP. Par ailleurs, ce type d'abattage ne permet pas de garantir des pratiques respectueuses du bien être animal pour lesquelles les opérateurs en abattoir sont régulièrement formés.</p> <p>Bien que vétuste, l'abattoir de Megève ne manque pas d'opérateurs pour travailler sur son site (et celui de Passy). Néanmoins, le syndicat mixte est conscient des difficultés à recruter dans ces secteurs d'activité et compte se doter d'un outil de travail moderne et adapté pour les opérateurs, leur offrant ainsi un cadre de travail qualitatif et attractif.</p> <p>Une station de prétraitement est prévue pour prétraiter les eaux usées de l'abattoir avant rejet dans le réseau communal.</p> <p>En cas d'incendie ou de déversement accidentel sur les voiries, les canalisations enterrées sont reliées à un bassin de rétention étanche et non connecté au réseau public d'une capacité de 555 m3 (555 000 l). Il pourra collecter les eaux d'extinction conformément au calcul D9/D9A et de l'ICPE. Ce bassin permet également de récupérer des pluies supérieures aux pluies trentennales.</p> <p>Concernant le PPA "Plan de Prévention de l'ARVE", les restrictions visant à préserver la qualité de l'air prévues dans la rubrique industries portent sur les installations de combustion utilisant de la biomasse. Dans ce projet, nous n'utilisons pas ce type d'installation de combustion.</p>

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétionnaire
			<ul style="list-style-type: none"> <li>- 9800 m2- Pourquoi pas un hectare ? A 200 m<sup>2</sup> près, les porteurs du projet échappent au diagnostic agricole.</li> <li>- Plan de prévention de l'air : Comment peut-on méconnaître l'existence du PPA de la vallée de l'Arve dans le dossier ?</li> <li>- Gens du voyage : que se passera-t-il si les gens du voyage décidaient de refuser d'utiliser l'aire d'accueil actuelle ?</li> <li>- Incohérence : Où seront traitées les eaux usées ? Dans le dossier de présentation fait-on référence à la STEP de Bonneville ou à celle du pays rochois située à Arenthon ?</li> </ul> <p>Le dossier présenté comporte des lacunes et des omissions; il est orienté de manière à présenter un projet disproportionné comme étant la seule solution possible (absence d'étude de solutions alternatives ). En conclusion, l'association Nature Environnement en Pays Rochois, est défavorable à ce projet de construction d'abattoir.</p>	<p>Pour plus de précisions, voici le lien vers la réglementation questionnée : <a href="https://www.haute-savoie.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Prevenir-le-risque-et-se-proteger/Air/PPA-de-la-vallee-de-l-Arve/Industries">https://www.haute-savoie.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Prevenir-le-risque-et-se-proteger/Air/PPA-de-la-vallee-de-l-Arve/Industries</a></p> <p>Enfin, le projet se situe en zone AUx du PLU et non en zone AP comme indiqué.</p>
54	27/01/2026 14:23	Anonyme	Demande de mise en ligne des 2 documents PowerPoint présentés lors des 2 réunions publiques	La diffusion des documents est réalisée à l'initiative de la commissaire enquetrice désignée dans le cadre de la procédure.



Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétionnaire
55	27/01/2026 15:20	Suard Christine	<p>Ce projet d'abattoir va porter atteinte à l'environnement : l'eau, l'air, la biodiversité... et détruire des terres agricoles.</p> <p>Aucune alternative n'a été présentée dans le paragraphe "solutions de substitution envisagées et non retenues" . Cela est inacceptable.</p> <p>Je suis contre ce projet qui gaspille les terres et qui va coûter très cher à tous les contribuables de la Haute-Savoie.</p>	<p>Le département de la Haute Savoie a réalisé les études préalables au lancement du projet auprès de cabinets de conseils spécialisés indépendants dans le secteur agro-alimentaires, de la chambre d'agriculture et des représentants des filières locales.</p> <p>Le projet d’abattoir départemental tire sa genèse dans les difficultés chroniques rencontrées par l’abattoir de Megève, dernier abattoir public de la Haute-Savoie. L’abattoir de Megève a en effet connu une fermeture administrative pour raisons sanitaires, et bien que des investissements aient été réalisés, il reste vétuste, avec une faible productivité et son maintien reste provisoire. Dès lors, et au vu des contraintes inhérentes à la situation géographique actuelle de l’abattoir en milieu urbain, le choix de créer un nouvel équipement en position centrale dans le département et facile d’accès a été retenu.</p> <p>Le département de la Haute-Savoie est un territoire de montagne et d’herbe, en grande majorité tourné vers l’élevage, notamment bovin, ovin et caprin. Le territoire a donc besoin d’un équipement de proximité, répondant aux besoins des éleveurs en terme de petits lots, de possibilités d’abattage multi espèces, doté des services indispensables au développement des circuits courts, comme la maturation des carcasses, la découpe et la transformation des viandes.</p> <p>Le budget de fonctionnement est en cours de montage avec les acteurs du secteur ocncernés. Il sera mis au point en fonction de l'organisation de l'exploitation, des attentes des professionnels de l'elevage, de la saisonnalité et des couts de fonctionnement prévisionnels. Cependant, il est identifié que le budget de fonctionnement ne supportera pas l'amortissement du cout d'investissement, ce qui doit permettre d'atteindre plus facilement l'équilibre économique.</p> <p>Le budget d'investissement est à ce jour de 12,5 M€ HT Toutes dépenses confondues. Les études se poursuivent afin de définir un projet en adéquation avec les besoins exprimés des acteurs du secteur.</p>
56	27/01/2026 18:58	Zayonnet Nicola	<p>Je suis défavorable au projet d'implantation d'un abattoir public et d'un atelier de découpe et de transformation au lieu-dit le Busquet, préférant les abattoirs mobiles et la conservation des terres agricoles de Haute Savoie.</p>	<p>Commentaire n'appelant pas de réponses du pétionnaire.</p>



Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétionnaire
57	27/01/2026 23:29	Masson Philippe	<p>Aucune alternative à ce projet n'est proposée. Le point qui était censé aborder le sujet se contente d'un verbiage stérile. Un hors sujet manifeste ! Pour cette seule raison, ce projet pourrait être repoussé. D'autre part, le dossier présente beaucoup trop d'omissions, de lacunes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La communication par rapport à la consommation en eau n'est absolument pas claire .</li> <li>- Il a été choisi d'accoler l'abattoir à l'aire d'accueil des gens du voyage ?</li> <li>- Une cinquantaine de personnes seront nécessaires pour que cette installation fonctionne correctement, que les risques soient encadrés, alors que les logements sociaux sont insuffisant dans le secteur.</li> <li>- Aucun point particulier ne traite du bien-être animal.</li> </ul> <p>Estime que le dossier est biaisé et orienté pour présenter le projet comme étant la seule solution alors que des alternatives auraient pu, auraient dû être présentées. Une réponse doit être apportée aux éleveurs mais ce n'est pas celle-ci.</p>	<p>Le département de la Haute Savoie a réalisé les études préalables au lancement du projet auprès de cabinets de conseils spécialisés indépendants dans le secteur agro-alimentaires, de la chambre d'agriculture et des représentants des filières locales.</p> <p>Le projet d’abattoir départemental tire sa genèse dans les difficultés chroniques rencontrées par l’abattoir de Megève, dernier abattoir public de la Haute-Savoie. L’abattoir de Megève a en effet connu une fermeture administrative pour raisons sanitaires, et bien que des investissements aient été réalisés, il reste vétuste, avec une faible productivité et son maintien reste provisoire. Dès lors, et au vu des contraintes inhérentes à la situation géographique actuelle de l’abattoir en milieu urbain, le choix de créer un nouvel équipement en position centrale dans le département et facile d’accès a été retenu.</p> <p>Le département de la Haute-Savoie est un territoire de montagne et d’herbe, en grande majorité tourné vers l’élevage, notamment bovin, ovin et caprin. Le territoire a donc besoin d’un équipement de proximité, répondant aux besoins des éleveurs en terme de petits lots, de possibilités d’abattage multi espèces, doté des services indispensables au développement des circuits courts, comme la maturation des carcasses, la découpe et la transformation des viandes.</p> <p>Le nouveau site sera plus accessible aux opérateurs que le site actuel et sera un atout pour le recrutement.</p> <p>Le bien être animal est une préoccupation constante des concepteurs du projet. Il est traité notamment en intégrant une grande ergonomie dans l'agencement de la bouverie et des postes de travail des opérateurs. De plus, les ambiances lumineuses et hygrothermiques sont définies pour se rapprocher des conditions connues des animaux dans les exploitations.</p>
58	28/01/2026 08:49	Gasquet	<p>Non à la création d'un nouvel abattoir Préservons le peu de terres agricoles qui nous restent et rénovez celui qui existe déjà à Megève!</p>	<p>La restructuration du site de Megève n'était pas possible en raison de la vétusté du bâtiment et de l'exigüité du site. Par ailleurs, la production de produits transformés est réalisée sur un autre site, rendant complexe et coûteux le fonctionnement général de l'abattoir existant. La production agro-alimentaire exige des terrains non pollués pour être implanté. Nous avons choisi le foncier qui répondait à l'ensemble des contraintes technico-fonctionnelles identifiées (centralité, accès aisé, contenance foncière, ...)</p>

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétionnaire
59	28/01/2026 11:44	CC Usses et Rhône	<p>La Communauté de communes Usses et Rhône a affirmé son attachement au maintien d'un service public d'abattage de proximité, moderne et conforme aux exigences sanitaires, au service des éleveurs du département. Ce projet répond aux enjeux de souveraineté alimentaire, de valorisation des filières locales, de réduction des distances de transport des animaux et de développement des circuits courts, objectifs que la CC Usses et Rhône soutient pleinement dans sa politique agricole et économique.</p> <p>Afin d'éviter toute déstabilisation du tissu économique local et de garantir une complémentarité harmonieuse entre équipements publics, la CCPR souhaite que la future politique tarifaire de l'abattoir départemental veille, autant que possible, à maintenir une homogénéité des conditions d'accès et de prix avec les autres abattoirs publics existants, notamment celui situé à Valserhône, à proximité de son territoire, où les collectivités locales et les Conseils départementaux de l'Ain et de la Haute-Savoie ont investi.</p>	
60	28/01/2026 12:59	Anonyme	<p>Pourquoi implanter l'abattoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans une zone agricole protégée alors que l'on pourrait trouver une friche industrielle ailleurs , pourquoi cette nécessité d un triangle la roche Bonneville Findrol où les salariés de la structure auront de plus un mal fou à se loger et finiront par travailler en Suisse,</li> <li>-sur une nappe phréatique perméable</li> <li>- à proximité de captages d eau potable</li> <li>-- à 75m de la canalisation de gaz</li> <li>- à proximité d'une aire d'accueil des gens du voyage (ce qui est indigne)</li> <li>-risque d explosion de la conduite de gaz !</li> <li>-nuisances olfactives certaines</li> <li>- nuisances auditives,</li> <li>- dans quelle STEP seront traitées les eaux usées</li> <li>- risques sanitaires</li> </ul>	<p>Le projet d'abattoir départemental tire sa genèse dans les difficultés chroniques rencontrées par l'abattoir de Megève, dernier abattoir public de la Haute-Savoie. L'abattoir de Megève a en effet connu une fermeture administrative pour raisons sanitaires, et bien que des investissements aient été réalisés, il reste vétuste, avec une faible productivité et son maintien reste provisoire. Dès lors, et au vu des contraintes inhérentes à la situation géographique actuelle de l'abattoir en milieu urbain, le choix de créer un nouvel équipement en position centrale dans le département et facile d'accès a été retenu.</p> <p><b>Traitement des odeurs :</b></p> <p>Toutes les activités seront effectuées à l'intérieur de l'installation y compris le stockage des déchets. Les produits sont stockés ou travaillés dans des locaux à température dirigée et les coproduits sont stockés dans des locaux réfrigérés, maintenu à 0°C / + 3° C. Ils sont enlevés au minimum deux fois par semaine. Les locaux de lavage, l'unité de transformation ainsi que le hall d'abattage sont ventilés mécaniquement. Ces locaux sont mis en dépression avec un taux de renouvellement d'air de 6 à 10 volumes/heure en hall d'abattage et un recyclage avec filtration HEPA H13 / Brassage d'air 12vol/h avec 30% d'air neuf (soit environ 3,6 vol/h de renouvellement) en hall découpe et transformation</p> <p>L'odeur sera alors largement diluée dans un fort volume d'air et ne sera pratiquement plus perceptible. De plus, les rejets sont effectués en toiture : les odeurs ne seront pratiquement pas sensibles au niveau du sol. La station de pré-traitement sera entièrement capotée et ce qui limitera également les odeurs.</p>

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétionnaire
				<p><b><u>Traitement des eaux industrielles :</u></b>  Les eaux usées sanitaires seront dirigées vers la STEP publique au choix du gestionnaire du réseau d'assainissement. Les eaux industrielles sont prétraitées sur site avant rejet dans le réseau public. Le système inclut un dégrillage, tamisage et traitement physico-chimique. L'impact global des rejets, contrôlés et conformes, est jugé faible et conforme à la réglementation.</p> <p><b><u>Nuisances auditives :</u></b>  Les dispositions suivantes ont été prises afin de minimiser l'impact sonore de l'installation et de respecter les émergences réglementaires :  - Les équipements techniques sont localisés dans un local dédié ou en combles,  - Les matériaux utilisés pour la station de prétraitement permettront de réduire le bruit émis,  - Le trafic in situ sera réalisé durant la période diurne,  - Un boisement urbain et une haie végétalisée seront plantés sur site afin de limiter la propagation du bruit,  - Les matériels techniques de traitement d'air situés en extérieur seront ceinturés par un bardage acoustique préconisée par une étude acoustique.</p> <p><b><u>Risques sanitaires :</u></b>  L'évaluation des différentes voies d'exposition, en fonctionnement normal comme en situation accidentelle, permet de conclure que l'exploitation du site présente un risque faible pour la santé humaine et pour l'environnement.</p> <p><b><u>En fonctionnement normal :</u></b>  Aucune contamination de l'eau potable n'est à prévoir, en raison de l'éloignement du site par rapport aux captages d'alimentation en eau potable et de l'imperméabilisation des surfaces. Les eaux usées et pluviales sont correctement gérées, collectées, puis traitées, sans possibilité de contact avec les populations.</p>

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétitionnaire
				<p>Les rejets atmosphériques, principalement liés à la circulation des véhicules, restent limités et comparables aux niveaux déjà observés dans le secteur.</p> <p>Les sols et les eaux souterraines sont protégés grâce à des aménagements assurant l'étanchéité des zones de travail.des zones de travail.</p> <p><b>En situation accidentelle :</b></p> <p>Des dispositifs de confinement et des équipements de sécurité sont prévus afin de limiter efficacement les risques de dispersion de substances vers l'extérieur du site. Une organisation adaptée des secours et la présence d'un point d'eau incendie conforme aux exigences réglementaires renforcent la maîtrise des risques. Dans son ensemble, le projet respecte les prescriptions du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Pierre-en-Faucigny et met en œuvre les meilleures techniques disponibles afin d'assurer un haut niveau de sécurité sanitaire et environnementale.</p> <p><b><u>Risques d'explosion :</u></b></p> <p>La présence d'une conduite de gaz enterrée à une distance inférieure à 75 m du bâtiment place ce dernier dans le périmètre des effets domino, conformément aux échanges avec le gestionnaire de réseau (NaTran). L'explosion d'une telle conduite constitue un scénario externe à cinétique rapide, dont l'occurrence reste toutefois peu probable, en raison :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-du respect par le gestionnaire du réseau gazier des règles de conception et de maintenance,</li> <li>-de la rareté des accidents recensés en conditions normales d'exploitation,</li> <li>-de la présence d'un recouvrement en enrobé assurant une dissipation partielle de l'énergie en cas de rupture.</li> </ul> <p>Dispositifs internes de gestion du risque : Le site sera équipé d'un DAI actif 24h/24 et de moyens de détection/alerte permettant une évacuation rapide du personnel. Des murs et portes coupe-feu seront mis en</p> <p><b><u>Risques d'explosion :</u></b></p> <p>La présence d'une conduite de gaz enterrée à une distance inférieure à 75 m du bâtiment place ce dernier dans le périmètre des effets domino, conformément aux échanges avec le gestionnaire de réseau (NaTran). L'explosion d'une telle conduite constitue un scénario externe à cinétique rapide, dont l'occurrence reste toutefois peu probable, en raison :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-du respect par le gestionnaire du réseau gazier des règles de conception et de maintenance,</li> <li>-de la rareté des accidents recensés en conditions normales d'exploitation,</li> <li>-de la présence d'un recouvrement en enrobé assurant une dissipation partielle de l'énergie en cas de rupture.</li> </ul> <p>Dispositifs internes de gestion du risque : Le site sera équipé d'un DAI actif 24h/24 et de moyens de détection/alerte permettant une évacuation rapide du personnel. Des murs et portes coupe-feu seront mis en place dans chaque local à risque. Dispositifs d'interventions externes : le SDIS est susceptible de mettre en œuvre des moyens, provenant de l'ensemble du département, d'interventions rapides dans la majorité des situations.</p> <p><b><u>Eaux souterraines :</u></b></p> <p>Au regard des données disponibles et fournies par l'ARS (Agence Régionale de Santé), plusieurs captages d'eau potable sont recensés dans le secteur d'étude. Il est également identifié que le projet est localisé au sein du Périmètre de Protection Eloigné (PPE) de ces captages.</p> <p>Conformément à la réglementation, le projet ne présente pas de traitement d'eaux pluviales par infiltration ou de forage d'eau, afin d'éviter toutes interférences sur la nappe.</p>

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétionnaire
61	28/01/2026 14:34	DE NALE Joany présidente syndicat ovin 74	<p>- l'abattoir de Megève n'est plus fiable et compétitif, il ne correspond plus au besoin de la profession (éloignement, vétusté, équipements...)</p> <p>- nous n'avons pas d'autres abattoirs pour les petits ruminants, les autres abattoirs de la région sont saturés donc les utilisateurs actuels de Megève n'auraient plus de lieu d'abattage.</p> <p>- l'atelier de découpe et transformation sont indissociable d'un abattoir pour permettre la vente direct au consommateur.</p> <p>- cet outil public a été réfléchi pour bénéficier à tous les publics.</p> <p>En tant que présidente du syndicat des éleveurs de moutons de Haute-Savoie et moi même éleveuse je soutiens donc ce projet et continuerai à participer au conseil de surveillance.</p>	
62	28/01/2026 14:46	René Suard	<p>Le projet n'est pas une priorité dans les missions du département : il y a tant de besoins plus urgents, de sa compétence : collèges, handicap, personnes âgées, aide sociale à l'enfance, routes de montagne qui se dégradent sans cesse avec le changement climatique...</p> <p>Ce projet sera couteux à construire et à entretenir par des mises aux normes constantes. L'équilibre financier du projet est très hypothétique, ce qui veut dire que le contribuable devra payer le déficit.</p> <p>Ce projet est lourd de conséquences environnementales : perte de terres agricoles, risques sur nos captages d'eau potable, qualité de l'air et destruction de la biodiversité (corridor biologique).</p> <p>Pour ces raisons financières et environnementales, je suis contre ce projet.</p>	<p>La création d'un abattoir public départemental s'inscrit dans un contexte stratégique fort, répondant à une volonté étatique de renforcer les filières agricoles locales et d'assurer une plus grande souveraineté alimentaire. Ce n'est pas une compétence obligatoire mais, à l'instar de nombreux Départements tels que la Savoie impliqués dans des abattoirs publics, l'intervention du Département au sein du Syndicat mixte est possible et se justifie au titre de la solidarité territoriale et de l'aide à l'équipement rural. Ce projet vise en outre à doter le territoire d'un équipement moderne, respectueux du bien-être animal et adapté aux circuits courts, reconnu ainsi d'intérêt général pour le Département de la Haute Savoie.</p> <p>Le Département a un budget annuel de 1,4 milliards d'euros dont près de 500 M€ sur la seule action sociale (budget qui est en hausse de près de 20M€ tous les ans), un plan pluriannuel d'investissement de plus d'1 milliard d'euros sur les collèges et de plus d'1 milliard sur les infrastructures. Il est donc pleinement impliqué sur ces priorités.</p> <p>Le budget de fonctionnement est en cours de montage avec les acteurs du secteur concernés. Il sera mis au point en fonction de l'organisation de l'exploitation, des attentes des professionnels de l'élevage, de la saisonnalité et des couts de fonctionnement prévisionnels. Cependant, il est identifié que le budget de fonctionnement ne supportera pas l'amortissement du cout d'investissement, ce qui doit permettre d'atteindre plus facilement l'équilibre économique.</p> <p>Le budget d'investissement est à ce jour de 12,5 M€ HT Toutes dépenses confondues. Les études se poursuivent afin de définir un projet en adéquation avec les besoins exprimés des acteurs du secteur.</p>

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétitionnaire
63	28/01/2026 16:21	CLERC Serge	<p>Préserver le foncier, la terre agricole : c'est l'agriculture qui devrait être d'utilité publique.</p> <p>La proposition de ce projet d'abattoir est surdimensionné, il n'est nécessaire que pour les ovins et les porcs, les bovins peuvent être abattus sur le site de Bigard à Bonneville , celui-ci étant prêt à faire un atelier de découpe également pour les particuliers.</p> <p>De nombreux rapports démontrent que le cheptel bovin français est en forte diminution.</p> <p>L'étude de rentabilité est inexistante.</p> <p>N'oublions pas que ce projet autant par l'investissement que par le fonctionnement va être payé par nos impôts.</p> <p>En conclusion, je suis défavorable à ce projet</p>	<p>Le département de la Haute Savoie a réalisé les études préalables au lancement du projet auprès de cabinets de conseils spécialisés indépendants dans le secteur agro-alimentaires, de la chambre d'agriculture et des représentants des filières locales.</p> <p>Le projet d'abattoir départemental tire sa genèse dans les difficultés chroniques rencontrées par l'abattoir de Megève, dernier abattoir public de la Haute-Savoie. L'abattoir de Megève a en effet connu une fermeture administrative pour raisons sanitaires, et bien que des investissements aient été réalisés, il reste vétuste, avec une faible productivité et son maintien reste provisoire. Dès lors, et au vu des contraintes inhérentes à la situation géographique actuelle de l'abattoir en milieu urbain, le choix de créer un nouvel équipement en position centrale dans le département et facile d'accès a été retenu.</p> <p>Le département de la Haute-Savoie est un territoire de montagne et d'herbe, en grande majorité tourné vers l'élevage, notamment bovin, ovin et caprin. Le territoire a donc besoin d'un équipement de proximité, répondant aux besoins des éleveurs en terme de petits lots, de possibilités d'abattage multi espèces, doté des services indispensables au développement des circuits courts, comme la maturation des carcasses, la découpe et la transformation des viandes.</p> <p>Le projet vise une capacité d'abattage d'environ 1500 tonnes annuelles, ce qui reste un petit abattoir au regard du paysage français des abattoirs. Cette capacité a été retenue sur la base d'une étude réalisée sur les filières d'élevage présentes en Haute-Savoie. Par ailleurs, bien que la consommation de viande en France soit en stagnation, la population de la Haute-Savoie est en forte croissance depuis la seconde guerre mondiale, ce qui en fait un territoire peuplé (850 000 hab en 2022). Les abattoirs de proximité permettent également de « raccourcir » les circuits de distribution et de répondre ainsi à la demande sociétale de consommer local et aux besoins des territoires, dont nombre s'engagent dans des Projets Alimentaires Territoriaux, d'augmenter la part des circuits courts. En ce sens, la Chambre d'Agriculture porte depuis 2025 une stratégie de filière viande visant à organiser les éleveurs et les acteurs afin de positionner les viandes locales sur les marchés locaux et de maintenir la valeur ajoutée dans les fermes savoyardes.</p> <p>Le budget de fonctionnement est en cours de montage avec les acteurs du secteur concernés. Il sera mis au point en fonction de l'organisation de l'exploitation, des attentes des professionnels de l'élevage, de la saisonnalité et des couts de fonctionnement prévisionnels. Cependant, il est identifié que le budget de fonctionnement ne supportera pas l'amortissement du cout d'investissement, ce qui doit permettre d'atteindre plus facilement l'équilibre économique.</p> <p>Le budget d'investissement est à ce jour de 12,5 M€ HT Toutes dépenses confondues. Les études se poursuivent afin de définir un projet en adéquation avec les besoins exprimés des acteurs du secteur.</p>
64	28/01/2026 16:21	CLERC Serge	Doublon avec la contribution n°63	Réponse à la contribution n°63

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétionnaire
65	28/01/2026 16:48	Pallafray Ludger	Ce projet est absolument nécessaire si on veut que la Haute Savoie puisse garder un abattoir multi espèces et ainsi proposer des viandes et charcuteries locales à ses habitants, à ses cantines scolaires, hôpitaux...Je suis très favorable à ce projet qui permet aussi de répondre aux enjeux de souveraineté alimentaire.	
66	29/01/2026 10:57	GAEC ARPENNAZ	Je suis éleveur d'agneaux en circuit court et en vente direct 100% de notre production en Haute Savoie sur les marchés, restaurants et magasins de producteurs, cet abattoir multi espèces est indispensable pour la profession agricole, mais aussi pour le consommateur avec de la viande provenant de notre territoire. Cet abattoir communiquera un discours positif, aussi bien pour le consommateur, le producteur, les opérateurs du site.	
67	29/01/2026 17:04	Lafontaine celia	Nous utiliserons l'abattoir pour nos porcs charcutiers (environ 30 par an) et nos vaches de réforme. Nous avons pour objectif de développer la vente de charcuterie notamment saucisson de vache pour la vente directe dans notre magasin. L'emplacement à Saint-Pierre-en-Faucigny est important pour nous, la route de Megève est compliquée notamment l'hiver et le nouvel abattoir sera plus centré et mieux desservi.	
68	29/01/2026 18:35	Anonyme	favorable à 100% avec un nouvelle abattoir	
69	30/01/2026 03:25	GERFAUD Marilyne	La création d'un atelier d'abattage et de découpe avec des prestations de qualité et tarifaires satisfaisantes répondra à la fois aux agriculteurs soucieux d'être au plus près des consommateurs comme aux consommateurs soucieux de trouver de la viande et des produits transformés de qualités. Le fait qu'il soit géré par la collectivité sera ainsi gage pour tous d'un bien être animal exemplaire jusqu'au bout (trajet, temps d'attente, respect de l'animal...), contrairement aux pratiques de certains industriels.	
70	30/01/2026 10:07	Gaec la ferme des corbassieres	Soutien à ce projet indispensable pour la profession agricole. Aujourd'hui, un abattoir au normes environnementales est essentiel en Haute-Savoie	



Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétionnaire
71	30/01/2026 11:18	Anonyme	<p>Je veux bien comprendre la nécessité d'un nouvel abattoir départemental, mais une étude d'impact rigoureuse et professionnelle des besoins réels du département devrait être faite afin de redimensionner le projet à la baisse :</p> <p>-La genèse des chiffres du cahier des charges n'a pas été expliquée. Il est quand même très étonnant qu'on envisage un abattoir de 1700 tonnes pour remplacer un abattoir de 300 t. alors que la consommation de viande ne cesse de baisser, au niveau français et européen. Le nombre d'exploitations diminue également.</p> <p>-De plus, il apparaît que beaucoup d'éleveurs soucieux du bien-être de leurs animaux militent pour un abattage à la ferme.</p> <p>-Donc, partir sur une multiplication par quasiment 6 du tonnage actuel semble tout à fait irréaliste et très difficilement rentable, même à long terme. Les coûts de construction ainsi que les coûts d'exploitation seront supportés en grande partie par le département, c'est-à-dire le contribuable.</p>	<p>Le département de la Haute Savoie a réalisé les études préalables au lancement du projet auprès de cabinets de conseils spécialisés indépendants dans le secteur agro-alimentaires, de la chambre d'agriculture et des représentants des filières locales.</p> <p>Le support de la réunion publique de cloture apporte des précisions concernant les projections de volumes de consommation de viandes en France à 10 ans. Il est mis en évidence que ces volumes se stabilisent. Les sources sont indiquées et facilement consultables.</p> <p>Le projet d'abattoir départemental tire sa genèse dans les difficultés chroniques rencontrées par l'abattoir de Megève, dernier abattoir public de la Haute-Savoie. L'abattoir de Megève a en effet connu une fermeture administrative pour raisons sanitaires, et bien que des investissements aient été réalisés, il reste vétuste, avec une faible productivité et son maintien reste provisoire. Dès lors, et au vu des contraintes inhérentes à la situation géographique actuelle de l'abattoir en milieu urbain, le choix de créer un nouvel équipement en position centrale dans le département et facile d'accès a été retenu.</p> <p>Le département de la Haute-Savoie est un territoire de montagne et d'herbe, en grande majorité tourné vers l'élevage, notamment bovin, ovin et caprin. Le territoire a donc besoin d'un équipement de proximité, répondant aux besoins des éleveurs en terme de petits lots, de possibilités d'abattage multi espèces, doté des services indispensables au développement des circuits courts, comme la maturation des carcasses, la découpe et la transformation des viandes.</p> <p>Le projet vise une capacité d'abattage d'environ 1500 tonnes annuelles, ce qui reste un petit abattoir au regard du paysage français des abattoirs. Cette capacité a été retenue sur la base d'une étude réalisée sur les filières d'élevage présentes en Haute-Savoie. Par ailleurs, bien que la consommation de viande en France soit en stagnation, la population de la Haute-Savoie est en forte croissance depuis la seconde guerre mondiale, ce qui en fait un territoire peuplé (850 000 hab en 2022). Les abattoirs de proximité permettent également de « raccourcir » les circuits de distribution et de répondre ainsi à la demande sociétale de consommer local et aux besoins des territoires, dont nombre s'engagent dans des Projets Alimentaires Territoriaux, d'augmenter la part des circuits courts. En ce sens, la Chambre d'Agriculture porte depuis 2025 une stratégie de filière viande visant à organiser les éleveurs et les acteurs afin de positionner les viandes locales sur les marchés locaux et de maintenir la valeur ajoutée dans les fermes savoyardes.</p>



Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétionnaire
72	30/01/2026 18:43	Chereze Claudine	<p>Pourquoi l'abattoir de Megève n'a-t-il pas été mis aux normes régulièrement ?</p> <p>La consommation de viande baisse et, après la signature de l'accord du Mercosur, ce projet est-il viable ? Les consommateurs achètent dans les grandes surfaces où les prix sont moins élevés</p> <p>Pourquoi ne pas mettre à la disposition de nos éleveurs, un service d'abattage mobile, bien plus économique.</p> <p>Pourquoi, aussi, consommer encore plus de terrains agricoles ?</p> <p>Un tel projet et son fonctionnement nécessitent un surcroît de consommation d'eau.</p> <p>Risque de pollution provoqués par les rejets de l'abattoir.</p>	<p>Le futur bâtiment est conçu selon les dernières normes et réglementations en vigueur. De fait, aucun rejet ne sera effectué sur le réseau sans un prétraitement in situ.</p> <p>L'abattage mobile répond à des conditions spécifiques d'élevages ou d'urgence qui ne constitue par une solution pérenne d'abattages de troupeaux dans des conditions d'hygiène demandées par la DDPP. Par ailleurs, ce type d'abattage ne permet pas de garantir des pratiques respectueuses du bien être animal pour lesquelles les opérateurs en abattoir sont régulièrement formés.</p> <p>Le département de la Haute-Savoie est un territoire de montagne et d'herbe, en grande majorité tourné vers l'élevage, notamment bovin, ovin et caprin. Le territoire a donc besoin d'un équipement de proximité, répondant aux besoins des éleveurs en terme de petits lots, de possibilités d'abattage multi espèces, doté des services indispensables au développement des circuits courts, comme la maturation des carcasses, la découpe et la transformation des viandes.</p> <p>Le projet vise une capacité d'abattage d'environ 1500 tonnes annuelles, ce qui reste un petit abattoir au regard du paysage français des abattoirs. Cette capacité a été retenue sur la base d'une étude réalisée sur les filières d'élevage présentes en Haute-Savoie. Par ailleurs, bien que la consommation de viande en France soit en stagnation, la population de la Haute-Savoie est en forte croissance depuis la seconde guerre mondiale, ce qui en fait un territoire peuplé (850 000 hab en 2022). Les abattoirs de proximité permettent également de « raccourcir » les circuits de distribution et de répondre ainsi à la demande sociétale de consommer local et aux besoins des territoires, dont nombre s'engagent dans des Projets Alimentaires Territoriaux, d'augmenter la part des circuits courts. En ce sens, la Chambre d'Agriculture porte depuis 2025 une stratégie de filière viande visant à organiser les éleveurs et les acteurs afin de positionner les viandes locales sur les marchés locaux et de maintenir la valeur ajoutée dans les fermes savoyardes.</p>
73	31/01/2026 10:38	GONTHIER DENIS	Etant agriculteur et producteur de viande en race charolaise, pour moi le projet d'un abattoir de proximité sur ce territoire a toute sa place pour répondre aux demandes des agriculteurs qui veulent vendre leur viandes en circuit court qui est en plus une demande de la société et du Conseil Départemental au travers des Plans Alimentaires territoriaux, pour que nos enfants et nos aînés puissent manger de la viande de qualité et locale.	
74	31/01/2026 10:47	Moenne Béatrice	<p>Avis défavorable à la construction d'un abattoir:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à proximité de mon domicile pour nuisances olfactives, écologiques, éthiques (respect du stress de l'animal regroupé avec d'autres au moment de sa mise à mort)</li> <li>- et non utilisation de friches industrielles et préemption de terrains agricoles</li> </ul>	Commentaire n'appelant pas de réponses du pétionnaire.
75	01/02/2026 09:38	Anonyme	Pour l'abattoir	

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétionnaire
76	01/02/2026 10:24	Mouchet Anne-Catherine	Je suis contre ce projet car je ne pense pas que ce soit une bonne chose d'un point de vue environnemental (raréfaction de l'eau, occupation d'espaces agricoles et naturels, etc.). Et également au regard du changement d'habitudes alimentaires (on consomme moins de viande)	Commentaire n'appelant pas de réponses du pétionnaire.
77	01/02/2026 11:38	Damien GAUCHERAND	- Quelle cohérence entre ce projet et la tranche 2 du PAE des Jourdiés où il est précisé que 80 % du foncier serait réservé à l'activité industrielle et 20 % aux services ? - Dans le cadre de la procédure de DUP, en Octobre 2024, InnoVales a rappelé la nécessité de consolider les terres réservées à la production agricole répondant aux besoins alimentaires des Habitants du Pays Rochois conformément au PAT adopté par la C.C. et a proposé un projet mixte : un ha de maraichage sous serre sur un terrain en face de LEZTROY, et une compostière de 700 M² en capacité de traiter l'ensemble des bio déchets du Pays rochois en circuit court pour alimenter la ferme de Corbattaz,	Ce commentaire fait référence à des observations recueillies dans le cadre de l'instruction de la procédure DUP en lien avec l'extension du PAE des Jourdiés. Dans la mesure où nous ne sommes pas le pétionnaire de cette demande de DUP, nous n'avons pas connaissance du contenu du dossier en cours d'instruction et ne pouvons apporter de réponses aux questionnements ci-contre.
78	01/02/2026 12:35	Masson Philippe	Sur les précisions demandées par le SAGE de l'Arve : - concernant les volumes : la seule précision qui est apportée : " La consommation d'eau dans le cadre du process est estimé à 55 m³/j en moyenne" sans une estimation poste par poste du process. Or, il était dit dans le document initial : " La consommation d'eau dans le cadre du process est estimée à 37 m³ /j en moyenne" ( étude d'incidence version 1 page 88). la norme des 6 litres maximum par kg de carcasse n'est donc pas respectée. - le lien avec le SDAEP de la CCPR : c'est la CCPR qui détient la compétence eau potable. La réponse : "des contacts ont lieu" ne suffit pas. Le lien entre les volumes consommés par le projet et la capacité du réseau n'est pas précisée.	Nous vous confirmons que la consommation d'eau est estimé à 37 m3 par jour en moyenne pour le process. Nous corrigerons cette incohérence dans le dossier auprès de l'instructeur. Sur cette base de 37 m3 (37 000 Litres), nous respectons la norme de 6 litres maximum par kg ec (équivalent carcasse) car le site prévoit un abattage moyen de 6 tonnes par jour (sur 260 jours par an => 1500 tonnes annuel)  Traitement des eaux industrielles : Les eaux usées sanitaires seront dirigées vers la STEP publique au choix du gestionnaire du réseau d'assainissement. Les eaux industrielles sont prétraitées sur site avant rejet dans le réseau public. Le système inclut un dégrillage, tamisage et traitement physico-chimique. L'impact global des rejets, contrôlés et conformes, est jugé faible et conforme à la réglementation.
79	01/02/2026 14:24	Grange Jean-Luc	Cet abattoir sera plus centré sur la Haute Savoie que celui de Mégève et permettra des économies de transport pour tous les utilisateurs donc moins de pollution. Sa capacité permettra de mieux répondre à la demande de produits locaux de la part d'une population toujours croissante sur le département. Enfin il pourra remplacer les équipements vieillissant de Mégève en répondant aux normes actuelles dès le départ.	

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétionnaire
80	01/02/2026 18:01	DELIEUTRAZ Laurent	Eleveur ovin, Je suis favorable à la construction de ce nouvel abattoir, indispensable à notre département et à notre filière agricole. Cela permettra d'améliorer " transport des animaux plus proche, un abattage multi espèces, pouvoir transformer nos produits sur place, avoir un outil plus moderne, et un abattoir public pour tous." Merci aux personnes qui ont eu cette initiative.	
81	01/02/2026 18:04	LAFFIN	Pour moi, éleveuse en bovins viande, cet abattoir est une nécessité. Il va nous permettre, à tous les éleveurs, de réduire nos coûts et notre temps de déplacement ; ce qui, pour le bien être animal, est également considérable (moins de stress, moins de risque de blessure, moins de fatigue donc qualité de viande meilleure...). Cet abattoir va nous permettre de dynamiser les circuits courts. Notre travail d'éleveurs sera du coup revalorisé.	
82	01/02/2026 20:33	Fabienne DULIEGE Société d'Economie Alpestre de Haute-Savoie	J'apporte un avis favorable à ce projet car l'abattoir de Megève n'est plus aux normes. Abattoir de proximité performant pour la découpe et la transformation des viandes. Un outil au service des agriculteurs, pour répondre aux enjeux d'une agriculture de montagne et d'alpages fortement tournée vers l'élevage. Il doit répondre également aux attentes sociétales de consommer « local » des produits de qualité, en circuits courts. Et de garantir des conditions d'abattage qui respectent le bien-être animal, notamment en réduisant les distances de transport des animaux.	
83	01/02/2026 21:59	PIERRE, Mickaël	Complètement contre ce projet, qui vient encore une fois artificialiser du territoire. Economisons l'eau : des restrictions existent déjà à Saint-Pierre-en-Faucigny en période de sécheresse annuelle. Ce projet dont la rentabilité est spéculative ne servira qu'à une minorité. Il faut donc impulser les dynamiques qui vont vers la transition alimentaire, une diminution de la consommation de viande.	<a href="#">Le projet d'abattoir départemental tire sa genèse dans les difficultés chroniques rencontrées par l'abattoir de Megève, dernier abattoir public de la Haute-Savoie. L'abattoir de Megève a en effet connu une fermeture administrative pour raisons sanitaires, et bien que des investissements aient été réalisés, il reste vétuste, avec une faible productivité et son maintien reste provisoire. Dès lors, et au vu des contraintes inhérentes à la situation géographique actuelle de l'abattoir en milieu urbain, le choix de créer un nouvel équipement en position centrale dans le département et facile d'accès a été retenu.</a> <a href="#">Le département de la Haute-Savoie est un territoire de montagne et d'herbe, en grande majorité tourné vers l'élevage, notamment bovin, ovin et caprin. Le territoire a donc besoin d'un équipement de proximité, répondant aux besoins des éleveurs en terme de petits lots, de possibilités d'abattage multi espèces, doté des services indispensables au développement des circuits courts, comme la maturation des carcasses, la découpe et la transformation des viandes.</a>

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétitionnaire
84	02/02/2026 00:47	MARZIO Jacqueline	Contre le projet :- perte de terres agricoles facilement exploitable, en dépit de la loi ZAN - des lacunes : St Pierre en dehors de la zone du Plan de Prévention de l'Air (PPA)? Absence du budget prévisionnel du fonctionnement . Coût du projet incertain : 10 M€ HT en 2023, 12,5 M€ HT en 2025. Le budget prévisionnel déficitaire sera supporté par les collectivités locales, donc par le contribuable. Quid du personnel pendant les périodes creuses. Il existe des alternatives	<p>Le budget de fonctionnement est en cours de montage avec les acteurs du secteur concernés. Il sera mis au point en fonction de l'organisation de l'exploitation, des attentes des professionnels de l'élevage, de la saisonnalité et des coûts de fonctionnement prévisionnels.</p> <p>Cependant, il est identifié que le budget de fonctionnement ne supportera pas l'amortissement du coût d'investissement, ce qui doit permettre d'atteindre plus facilement l'équilibre économique.</p> <p>Le budget d'investissement est à ce jour de 12,5 M€ HT Toutes dépenses confondues. Les études se poursuivent afin de définir un projet en adéquation avec les besoins exprimés des acteurs du secteur.</p> <p>L'estimation de 2023 était de 10 M€ HT uniquement pour le coût de travaux. Il n'est donc pas comparable avec le budget global . Par ailleurs, il est issu d'une étude de faisabilité préliminaire réalisée en amont de l'identification du foncier et du démarrage des études de conception.</p>
85	02/02/2026 06:09	Mogenet Bernard	Pour la FDSEA qui représente et défend les intérêts des agriculteurs cet abattoir est nécessaire pour remplacer celui de MEGEVE devenu obsolète. Son emplacement plus au centre du département permettra de pouvoir desservir plus facilement les exploitations et ainsi réduire les déplacements. Cet outil aux normes et avec l'atelier de découpe qui va avec est indispensable pour développer les circuits courts et le consommateur local pour au final aider au développement économique des exploitations et au revenu des agriculteurs.	
86	02/02/2026 08:43	Anonyme	Je suis opposée au projet, car je suis riveraine et je ne comprends pas pourquoi cet abattoir est aussi proche des habitations avec les risques environnementaux et les nuisances sonores, le va et vient des bétailières. Est-il nécessaire d'avoir un nouvel abattoir en plus de Megève, Bellegarde et Chambéry ?	<p>Le projet d'abattoir départemental tire sa genèse dans les difficultés chroniques rencontrées par l'abattoir de Megève, dernier abattoir public de la Haute-Savoie. L'abattoir de Megève a en effet connu une fermeture administrative pour raisons sanitaires, et bien que des investissements aient été réalisés, il reste vétuste, avec une faible productivité et son maintien reste provisoire. Dès lors, et au vu des contraintes inhérentes à la situation géographique actuelle de l'abattoir en milieu urbain, le choix de créer un nouvel équipement en position centrale dans le département et facile d'accès a été retenu.</p> <p>Le département de la Haute-Savoie est un territoire de montagne et d'herbe, en grande majorité tourné vers l'élevage, notamment bovin, ovin et caprin. Le territoire a donc besoin d'un équipement de proximité, répondant aux besoins des éleveurs en terme de petits lots, de possibilités d'abattage multi espèces, doté des services indispensables au développement des circuits courts, comme la maturation des carcasses, la découpe et la transformation des viandes.</p>

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétitionnaire
87	02/02/2026 08:47	Anonyme	Avis défavorable pour la construction d'un abattoir pour différents motifs : <ul style="list-style-type: none"><li>- perte de terre agricole importante</li><li>- impact sur l'environnement (traitement des eaux notamment)</li><li>- prise en compte du voisinage : bruit, odeurs</li><li>- impact sur les abattoirs alentours ! et enjeux économiques pour ceux-ci.</li></ul>	<p>Le département de la Haute Savoie a réalisé les études préalables au lancement du projet auprès de cabinets de conseils spécialisés indépendants dans le secteur agro-alimentaires, de la chambre d'agriculture et des représentants des filières locales.</p> <p>Le projet d’abattoir départemental tire sa genèse dans les difficultés chroniques rencontrées par l’abattoir de Megève, dernier abattoir public de la Haute-Savoie. L’abattoir de Megève a en effet connu une fermeture administrative pour raisons sanitaires, et bien que des investissements aient été réalisés, il reste vétuste, avec une faible productivité et son maintien reste provisoire. Dès lors, et au vu des contraintes inhérentes à la situation géographique actuelle de l’abattoir en milieu urbain, le choix de créer un nouvel équipement en position centrale dans le département et facile d’accès a été retenu.</p> <p>Le département de la Haute-Savoie est un territoire de montagne et d’herbe, en grande majorité tourné vers l’élevage, notamment bovin, ovin et caprin. Le territoire a donc besoin d’un équipement de proximité, répondant aux besoins des éleveurs en terme de petits lots, de possibilités d’abattage multi espèces, doté des services indispensables au développement des circuits courts, comme la maturation des carcasses, la découpe et la transformation des viandes.</p> <p>Le projet vise une capacité d’abattage d’environ 1500 tonnes annuelles, ce qui reste un petit abattoir au regard du paysage français des abattoirs. Cette capacité a été retenue sur la base d’une étude réalisée sur les filières d’élevage présentes en Haute-Savoie. Par ailleurs, bien que la consommation de viande en France soit en stagnation, la population de la Haute-Savoie est en forte croissance depuis la seconde guerre mondiale, ce qui en fait un territoire peuplé (850 000 hab en 2022). Les abattoirs de proximité permettent également de « raccourcir » les circuits de distribution et de répondre ainsi à la demande sociétale de consommer local et aux besoins des territoires, dont nombre s’engagent dans des Projets Alimentaires Territoriaux, d’augmenter la part des circuits courts. En ce sens, la Chambre d’Agriculture porte depuis 2025 une stratégie de filière viande visant à organiser les éleveurs et les acteurs afin de positionner les viandes locales sur les marchés locaux et de maintenir la valeur ajoutée dans les fermes savoyardes.</p>

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétionnaire
88	02/02/2026 08:54	Anonyme	<p>Le projet est dimensionné avec des reports des abattoirs de 500 tonnes de chacun des abattoirs de Chambéry et de Bellegarde .</p> <p>Les volumes indiqués de ces abattoirs semblent erronés : à 1000 tonnes pour Bellegarde et moins de 2500 pour Chambéry sont ils encore viables.</p> <p>Il est également trompeur de dire que les acteurs ont été sondés sur leurs besoins, cette présentation est mensonge.</p>	<p>Les chiffres indiqués au diaporama sont ceux déclarés officiellement dans le cadre des autorisations ICPE enregistrées par les services de l'Etat.</p> <p>Les acteurs consultés sont ceux précisés dans la présentation.</p> <p>Le projet vise une capacité d’abattage d’environ 1500 tonnes annuelles, ce qui reste un petit abattoir au regard du paysage français des abattoirs. Cette capacité a été retenue sur la base d’une étude réalisée sur les filières d’élevage présentes en Haute-Savoie. Par ailleurs, bien que la consommation de viande en France soit en stagnation, la population de la Haute-Savoie est en forte croissance depuis la seconde guerre mondiale, ce qui en fait un territoire peuplé (850 000 hab en 2022). Les abattoirs de proximité permettent également de « raccourcir » les circuits de distribution et de répondre ainsi à la demande sociétale de consommer local et aux besoins des territoires, dont nombre s’engagent dans des Projets Alimentaires Territoriaux, d’augmenter la part des circuits courts. En ce sens, la Chambre d’Agriculture porte depuis 2025 une stratégie de filière viande visant à organiser les éleveurs et les acteurs afin de positionner les viandes locales sur les marchés locaux et de maintenir la valeur ajoutée dans les fermes savoyardes.</p>
89	02/02/2026 08:58	Anonyme	<p>Avis défavorable pour la réalisation d'un abattoir de 1 700 tonnes ; L'abattoir de Megève réalise 300 tonnes à ce jour.</p> <p>Cet outil est surdimensionné au vu des abattoirs existants</p> <p>Sur le plan financier, les budgets des collectivités ne sont pas autorisés à apporter une subvention d'équilibre</p>	<p>Le département de la Haute Savoie a réalisé les études préalables au lancement du projet auprès de cabinets de conseils spécialisés indépendants dans le secteur agro-alimentaires, de la chambre d'agriculture et des représentants des filières locales.</p> <p>Le projet d’abattoir départemental tire sa genèse dans les difficultés chroniques rencontrées par l’abattoir de Megève, dernier abattoir public de la Haute-Savoie. L’abattoir de Megève a en effet connu une fermeture administrative pour raisons sanitaires, et bien que des investissements aient été réalisés, il reste vétuste, avec une faible productivité et son maintien reste provisoire. Dès lors, et au vu des contraintes inhérentes à la situation géographique actuelle de l’abattoir en milieu urbain, le choix de créer un nouvel équipement en position centrale dans le département et facile d’accès a été retenu.</p> <p>Le département de la Haute-Savoie est un territoire de montagne et d’herbe, en grande majorité tourné vers l’élevage, notamment bovin, ovin et caprin. Le territoire a donc besoin d’un équipement de proximité, répondant aux besoins des éleveurs en terme de petits lots, de possibilités d’abattage multi espèces, doté des services indispensables au développement des circuits courts, comme la maturation des carcasses, la découpe et la transformation des viandes.</p>

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétionnaire
				<p>Le projet vise une capacité d’abattage d’environ 1500 tonnes annuelles, ce qui reste un petit abattoir au regard du paysage français des abattoirs. Cette capacité a été retenue sur la base d’une étude réalisée sur les filières d’élevage présentes en Haute-Savoie. Par ailleurs, bien que la consommation de viande en France soit en stagnation, la population de la Haute-Savoie est en forte croissance depuis la seconde guerre mondiale, ce qui en fait un territoire peuplé (850 000 hab en 2022). Les abattoirs de proximité permettent également de « raccourcir » les circuits de distribution et de répondre ainsi à la demande sociétale de consommer local et aux besoins des territoires, dont nombre s’engagent dans des Projets Alimentaires Territoriaux, d’augmenter la part des circuits courts. En ce sens, la Chambre d’Agriculture porte depuis 2025 une stratégie de filière viande visant à organiser les éleveurs et les acteurs afin de positionner les viandes locales sur les marchés locaux et de maintenir la valeur ajoutée dans les fermes savoyardes.</p>
90	02/02/2026 09:42	France Nature Environnement Haute-Savoie	France Nature Environnement Haute-Savoie émet un avis défavorable et considère que l’étude approfondie de toutes ces alternatives et partenariats possibles est indispensable pour aboutir au meilleur projet. Ce projet doit conjuguer dans le même temps les enjeux environnementaux, sociaux et économiques et ne doit pas porter atteinte une nouvelle fois à l'activité agricole, dont les terres sont consommées à une allure insoutenable en Haute-Savoie.	<p>Le projet d’abattoir départemental tire sa genèse dans les difficultés chroniques rencontrées par l’abattoir de Megève, dernier abattoir public de la Haute-Savoie. L’abattoir de Megève a en effet connu une fermeture administrative pour raisons sanitaires, et bien que des investissements aient été réalisés, il reste vétuste, avec une faible productivité et son maintien reste provisoire. Dès lors, et au vu des contraintes inhérentes à la situation géographique actuelle de l’abattoir en milieu urbain, le choix de créer un nouvel équipement en position centrale dans le département et facile d’accès a été retenu.</p> <p>Le département de la Haute-Savoie est un territoire de montagne et d’herbe, en grande majorité tourné vers l’élevage, notamment bovin, ovin et caprin. Le territoire a donc besoin d’un équipement de proximité, répondant aux besoins des éleveurs en terme de petits lots, de possibilités d’abattage multi espèces, doté des services indispensables au développement des circuits courts, comme la maturation des carcasses, la découpe et la transformation des viandes.</p>



Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétionnaire
91	02/02/2026 12:38	Anonyme	<p>Pourquoi un site de friche industrielle existant n'est pas envisagé pour ce projet ?</p> <p>Conservons les terres agricoles qui contribuent à alimenter nos nappes phréatiques</p> <p>L'aire d'accueil des gens du voyage qui va se trouver à proximité immédiate de ce projet</p> <p>Ne pourrait-on pas envisager que l'abattoir de Megève soit réhabilité ?</p> <p>Quid d'une étude sur la concurrence de l'abattoir privé situé à Bonneville et quel impact sur l'abattoir de Bellegarde ?</p> <p>Tenant compte du fait de la baisse de consommation de viande de gros bétail j'estime que ce projet d'implantation n'est pas nécessaire et expose les collectivités à des coûts de construction, de maintenance, de déficit éventuel en eau, de pollution accidentelle et de consommation énergétique qu'elles pourront difficilement mettre à l'équilibre tant financier qu'écologique et dont le contribuable fera les frais .</p>	<p>Le département de la Haute Savoie a réalisé les études préalables au lancement du projet auprès de cabinets de conseils spécialisés indépendants dans le secteur agro-alimentaires, de la chambre d'agriculture et des représentants des filières locales.</p> <p>La restructuration du site de Megève n'était pas possible en raison de la vétusté du bâtiment et de l'exigüité du site. Par ailleurs, la production de produits transformés est réalisée sur un autre site, rendant complexe et coûteux le fonctionnement général de l'abattoir existant. La production agro-alimentaire exige des terrains non pollués pour être implanté. Nous avons choisi le foncier qui répondait à l'ensemble des contraintes technico fonctionnelles identifiées (centralité, accès aisé, contenance foncière, ...).</p> <p>Le projet vise une capacité d'abattage d'environ 1500 tonnes annuelles, ce qui reste un petit abattoir au regard du paysage français des abattoirs. Cette capacité a été retenue sur la base d'une étude réalisée sur les filières d'élevage présentes en Haute-Savoie. Par ailleurs, bien que la consommation de viande en France soit en stagnation, la population de la Haute-Savoie est en forte croissance depuis la seconde guerre mondiale, ce qui en fait un territoire peuplé (850 000 hab en 2022). Les abattoirs de proximité permettent également de « raccourcir » les circuits de distribution et de répondre ainsi à la demande sociétale de consommer local et aux besoins des territoires, dont nombre s'engagent dans des Projets Alimentaires Territoriaux, d'augmenter la part des circuits courts. En ce sens, la Chambre d'Agriculture porte depuis 2025 une stratégie de filière viande visant à organiser les éleveurs et les acteurs afin de positionner les viandes locales sur les marchés locaux et de maintenir la valeur ajoutée dans les fermes savoyardes.</p>
92	02/02/2026 12:45	Jeunes Agriculteurs Haute-Savoie	Jeunes Agriculteurs Haute-Savoie est pour ce projet	
93	02/02/2026 12:58	Marx Bertrand	Je tiens à témoigner de l'importance d'avoir un abattoir local. Étant agriculteur et essayant de valoriser en direct la majorité de mes produits, ce type d'installation est primordiale. Pour mon cas, en tant qu'éleveur de chèvres, cet outil me permettra de valoriser mes cabris en direct et ainsi de répondre aux attentes sociétales et écologique pour continuer de vivre dignement de mon métier et de valoriser mes produits localement.	
94	02/02/2026 13:13	Serri Thibaut	Avoir un abattoir public multi espèce sur le territoire est primordial pour le maintien de la vente directe de viande dans nos fermes des Pays de Savoie. En tant qu'éleveur de chèvres cela est important pour nos petits élevages de réduire les coûts et les temps de transport (bien-être animal). La demande en produits locaux de qualités est forte et l'abattoir est un outil important pour pouvoir répondre à cette demande.	



Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétionnaire
95	02/02/2026 13:17	Timothé Bastard rosset	Je suis pour ce projet	
96	02/02/2026 13:37	Anonyme	Je ne suis pas favorable à ce projet ; aménagement, volume, coût trop impactant	Commentaire n'appelant pas de réponses du pétionnaire.
97	02/02/2026 13:53	Anonyme	Ce projet d'abattoir n'est-il pas surdimensionné ? Crainte d'un impact négatif sur l'activité des abattoirs de proximité (Beaufort, Saint Jean de Maurienne) ainsi que celui de Chambéry.	<p>Le département de la Haute Savoie a réalisé les études préalables au lancement du projet auprès de cabinets de conseils spécialisés indépendants dans le secteur agro-alimentaires, de la chambre d'agriculture et des représentants des filières locales.</p> <p>Le projet d'abattoir départemental tire sa genèse dans les difficultés chroniques rencontrées par l'abattoir de Megève, dernier abattoir public de la Haute-Savoie. L'abattoir de Megève a en effet connu une fermeture administrative pour raisons sanitaires, et bien que des investissements aient été réalisés, il reste vétuste, avec une faible productivité et son maintien reste provisoire. Dès lors, et au vu des contraintes inhérentes à la situation géographique actuelle de l'abattoir en milieu urbain, le choix de créer un nouvel équipement en position centrale dans le département et facile d'accès a été retenu.</p> <p>Le département de la Haute-Savoie est un territoire de montagne et d'herbe, en grande majorité tourné vers l'élevage, notamment bovin, ovin et caprin. Le territoire a donc besoin d'un équipement de proximité, répondant aux besoins des éleveurs en terme de petits lots, de possibilités d'abattage multi espèces, doté des services indispensables au développement des circuits courts, comme la maturation des carcasses, la découpe et la transformation des viandes.</p> <p>Le projet vise une capacité d'abattage d'environ 1500 tonnes annuelles, ce qui reste un petit abattoir au regard du paysage français des abattoirs. Cette capacité a été retenue sur la base d'une étude réalisée sur les filières d'élevage présentes en Haute-Savoie. Par ailleurs, bien que la consommation de viande en France soit en stagnation, la population de la Haute-Savoie est en forte croissance depuis la seconde guerre mondiale, ce qui en fait un territoire peuplé (850 000 hab en 2022). Les abattoirs de proximité permettent également de « raccourcir » les circuits de distribution et de répondre ainsi à la demande sociétale de consommer local et aux besoins des territoires, dont nombre s'engagent dans des Projets Alimentaires Territoriaux, d'augmenter la part des circuits courts. En ce sens, la Chambre d'Agriculture porte depuis 2025 une stratégie de filière viande visant à organiser les éleveurs et les acteurs afin de positionner les viandes locales sur les marchés locaux et de maintenir la valeur ajoutée dans les fermes savoyardes.</p>

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétitionnaire
98	02/02/2026 13:58	FERREIRA Alexis	<p>Avis défavorable.</p> <p>Ce projet apparaît en décalage profond avec la réalité économique, humaine et environnementale de la filière élevage–abattage, déjà fortement fragilisée à l’échelle nationale et régionale.</p> <p>Autoriser ce projet en l’état reviendrait donc à aggraver les déséquilibres économiques et humains de la filière, tout en générant des impacts environnementaux supplémentaires et en engageant des fonds publics considérables, sans bénéfice démontré.</p>	<p>Le département de la Haute Savoie a réalisé les études préalables au lancement du projet auprès de cabinets de conseils spécialisés indépendants dans le secteur agro-alimentaires, de la chambre d'agriculture et des représentants des filières locales.</p> <p>Le projet d’abattoir départemental tire sa genèse dans les difficultés chroniques rencontrées par l’abattoir de Megève, dernier abattoir public de la Haute-Savoie. L’abattoir de Megève a en effet connu une fermeture administrative pour raisons sanitaires, et bien que des investissements aient été réalisés, il reste vétuste, avec une faible productivité et son maintien reste provisoire. Dès lors, et au vu des contraintes inhérentes à la situation géographique actuelle de l’abattoir en milieu urbain, le choix de créer un nouvel équipement en position centrale dans le département et facile d’accès a été retenu.</p> <p>Le département de la Haute-Savoie est un territoire de montagne et d’herbe, en grande majorité tourné vers l’élevage, notamment bovin, ovin et caprin. Le territoire a donc besoin d’un équipement de proximité, répondant aux besoins des éleveurs en terme de petits lots, de possibilités d’abattage multi espèces, doté des services indispensables au développement des circuits courts, comme la maturation des carcasses, la découpe et la transformation des viandes.</p> <p>Le projet vise une capacité d’abattage d’environ 1500 tonnes annuelles, ce qui reste un petit abattoir au regard du paysage français des abattoirs. Cette capacité a été retenue sur la base d’une étude réalisée sur les filières d’élevage présentes en Haute-Savoie. Par ailleurs, bien que la consommation de viande en France soit en stagnation, la population de la Haute-Savoie est en forte croissance depuis la seconde guerre mondiale, ce qui en fait un territoire peuplé (850 000 hab en 2022). Les abattoirs de proximité permettent également de « raccourcir » les circuits de distribution et de répondre ainsi à la demande sociétale de consommer local et aux besoins des territoires, dont nombre s’engagent dans des Projets Alimentaires Territoriaux, d’augmenter la part des circuits courts. En ce sens, la Chambre d’Agriculture porte depuis 2025 une stratégie de filière viande visant à organiser les éleveurs et les acteurs afin de positionner les viandes locales sur les marchés locaux et de maintenir la valeur ajoutée dans les fermes savoyardes.</p>

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétionnaire
99	02/02/2026 16:12	Anonyme	<p>Je suis défavorable à la construction d'un abattoir aussi grand.</p> <p>Les chiffres annoncés sur le powperpoint de la dernière réunion publique sont faux. (tonnages des abattoirs de Bellegarde et Chambéry)</p> <p>Qu'en est-il du voisinage ? du bruit ? de l'odeur ? du traitement des eaux ? des carcasses ?</p> <p>Perte de terre agricole</p>	<p>Les chiffres indiqués au diaporama sont ceux déclarés officiellement dans le cadre des autorisations ICPE enregistrées par les services de l'Etat.</p> <p>Le dossier mis à disposition du public détaille les mesures de réductions des nuisances possibles de l'équipement.</p> <p><u>Concernant le trafic :</u> La mise en œuvre du projet engendrera un trafic relativement faible de camions "petits porteurs" (30/j au maximum) sur les principaux axes routiers (A40, D19, route des Lacs) qui bordent ou traversent le PAE des Jourdiés. Au vu de sa position centrale au sein du PAE des Jourdiés, il n'est pas estimé de report sur les axes secondaires. Les accès et sorties du PAE pourront faire converger un trafic notable sans être saturé aux heures de pointe, en lien avec l'activité économique et les déplacements domicile-travail.</p> <p><u>Traitement des odeurs :</u> Toutes les activités seront effectuées à l'intérieur de l'installation y compris le stockage des déchets. Les produits sont stockés ou travaillés dans des locaux à température dirigée et les coproduits sont stockés dans des locaux réfrigérés, maintenu à 0°C / + 3° C. Ils sont enlevés au minimum deux fois par semaine. Les locaux de lavage, l'unité de transformation ainsi que le hall d'abattage sont ventilés mécaniquement. Ces locaux sont mis en dépression avec un taux de renouvellement d'air de 6 à 10 volumes/heure en hall d'abattage et un recyclage avec filtration HEPA H13 / Brassage d'air 12vol/h avec 30% d'air neuf (soit environ 3,6 vol/h de renouvellement) en hall découpe et transformation L'odeur sera alors largement diluée dans un fort volume d'air et ne sera pratiquement plus perceptible. De plus, les rejets sont effectués en toiture : les odeurs ne seront pratiquement pas sensibles au niveau du sol. La station de pré-traitement sera entièrement capotée et ce qui limitera également les odeurs.</p> <p><u>Concernant les déchets :</u> Lors de l'exploitation, une attention particulière sera donnée quant à la gestion des déchets. Les déchets fermentescibles seront régulièrement enlevé et une attention toute particulière sera portée au maintien de la propreté des locaux par des nettoyages journaliers des installations.</p>

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétitionnaire
				<p><u>Concernant les déchets :</u>  Lors de l'exploitation, une attention particulière sera donnée quant à la gestion des déchets. Les déchets fermentescibles seront régulièrement enlevé et une attention toute particulière sera portée au maintien de la propreté des locaux par des nettoyages journaliers des installations.  Par ailleurs, l'exploitation appliquera une politique déchet conforme à la réglementation qui consiste à utiliser des technologies propres et à valoriser ou recycler au maximum les sous-produits de fabrication. Ainsi, la production de déchets sera réduite. Ces déchets seront évacués, traités et valorisés par des entreprises spécialisées et performantes.</p> <p><u>Nuisances auditives :</u>  Les dispositions suivantes ont été prises afin de minimiser l'impact sonore de l'installation et de respecter les émergences réglementaires :  -Les équipements techniques sont localisés dans un local dédié ou en combles,  -Les matériaux utilisés pour la station de prétraitement permettront de réduire le bruit émis,  -Le trafic in situ sera réalisé durant la période diurne,  -Un boisement urbain et une haie végétalisée seront plantés sur site afin de limiter la propagation du bruit,  -Les matériels techniques de traitement d'air situés en extérieur seront ceinturés par un bardage acoustique préconisée par une étude acoustique.</p> <p><u>Traitement des eaux industrielles :</u>  Les eaux usées sanitaires seront dirigées vers la STEP publique au choix du gestionnaire du réseau d'assainissement. Les eaux industrielles sont prétraitées sur site avant rejet dans le réseau public. Le système inclut un dégrillage, tamisage et traitement physico-chimique. L'impact global des rejets, contrôlés et conformes, est jugé faible et conforme à la réglementation.</p> <p><u>Eaux souterraines :</u>  <u>Eaux souterraines :</u>  Au regard des données disponibles et fournies par l'ARS (Agence Régionale de Santé), plusieurs captages d'eau potable sont recensés dans le secteur d'étude. Il est également identifié que le projet est localisé au sein du Périmètre de Protection Eloigné (PPE) de ces captages.  Conformément à la réglementation, le projet ne présente pas de traitement d'eaux pluviales par infiltration ou de forage d'eau, afin d'éviter toutes interférences sur la nappe.</p> <p><u>Risques sanitaires :</u>  L'évaluation des différentes voies d'exposition, en fonctionnement normal comme en situation accidentelle, permet de conclure que l'exploitation du site présente un risque faible pour la santé humaine et pour l'environnement.  En fonctionnement normal :  Aucune contamination de l'eau potable n'est à prévoir, en raison de l'éloignement du site par rapport aux captages d'alimentation en eau potable et de l'imperméabilisation des surfaces. Les eaux usées et pluviales sont correctement gérées, collectées, puis traitées, sans possibilité de contact avec les populations.  Les rejets atmosphériques, principalement liés à la circulation des véhicules, restent limités et comparables aux niveaux déjà observés dans le secteur.  Les sols et les eaux souterraines sont protégés grâce à des aménagements assurant l'étanchéité des zones de travail.  En situation accidentelle :</p>

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétionnaire
				<p>En situation accidentelle :</p> <p>Des dispositifs de confinement et des équipements de sécurité sont prévus afin de limiter efficacement les risques de dispersion de substances vers l'extérieur du site. Une organisation adaptée des secours et la présence d'un point d'eau incendie conforme aux exigences réglementaires renforcent la maîtrise des risques. Dans son ensemble, le projet respecte les prescriptions du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Pierre-en-Faucigny et met en œuvre les meilleures techniques disponibles afin d'assurer un haut niveau de sécurité sanitaire et environnementale.</p>
100	02/02/2026 17:32	Claude	<p>Avis défavorable:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Projet spécifique incompatible sur une réserve en eau potable</li> <li>- Abus de consommation de terres agricoles, alors qu'il y'a des friches industrielles</li> <li>- Proximité de l'aire d'accueil des gens du voyage</li> </ul>	Commentaire n'appelant pas de réponses du pétionnaire.
101	02/02/2026 18:42	Charvais Béatrice	En tant qu'éleveuse de bovins et porcs et utilisatrice de l'abattoir de Bellegarde-sur-Valserine. Je suis opposée au projet d'abattoir public de Saint-Pierre-en-Faucigny. Créer un nouvel outil public ne créera pas de bétail supplémentaire il déplacera simplement les volumes et fragilisera les structures existantes.	<p>Le département de la Haute Savoie a réalisé les études préalables au lancement du projet auprès de cabinets de conseils spécialisés indépendants dans le secteur agro-alimentaires, de la chambre d'agriculture et des représentants des filières locales.</p> <p>Le projet d'abattoir départemental tire sa genèse dans les difficultés chroniques rencontrées par l'abattoir de Megève, dernier abattoir public de la Haute-Savoie. L'abattoir de Megève a en effet connu une fermeture administrative pour raisons sanitaires, et bien que des investissements aient été réalisés, il reste vétuste, avec une faible productivité et son maintien reste provisoire. Dès lors, et au vu des contraintes inhérentes à la situation géographique actuelle de l'abattoir en milieu urbain, le choix de créer un nouvel équipement en position centrale dans le département et facile d'accès a été retenu.</p> <p>Le département de la Haute-Savoie est un territoire de montagne et d'herbe, en grande majorité tourné vers l'élevage, notamment bovin, ovin et caprin. Le territoire a donc besoin d'un équipement de proximité, répondant aux besoins des éleveurs en terme de petits lots, de possibilités d'abattage multi espèces, doté des services indispensables au développement des circuits courts, comme la maturation des carcasses, la découpe et la transformation des viandes.</p>

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétionnaire
				<p>Le projet vise une capacité d’abattage d’environ 1500 tonnes annuelles, ce qui reste un petit abattoir au regard du paysage français des abattoirs. Cette capacité a été retenue sur la base d’une étude réalisée sur les filières d’élevage présentes en Haute-Savoie. Par ailleurs, bien que la consommation de viande en France soit en stagnation, la population de la Haute-Savoie est en forte croissance depuis la seconde guerre mondiale, ce qui en fait un territoire peuplé (850 000 hab en 2022). Les abattoirs de proximité permettent également de « raccourcir » les circuits de distribution et de répondre ainsi à la demande sociétale de consommer local et aux besoins des territoires, dont nombre s’engagent dans des Projets Alimentaires Territoriaux, d’augmenter la part des circuits courts. En ce sens, la Chambre d’Agriculture porte depuis 2025 une stratégie de filière viande visant à organiser les éleveurs et les acteurs afin de positionner les viandes locales sur les marchés locaux et de maintenir la valeur ajoutée dans les fermes savoyardes.</p>
102	02/02/2026 19:07	Anonyme	<p>Se pose des questions sur l'utilité d'un nouvel abattoir à Saint Pierre en Faucigny.</p> <p>Problème de main d'oeuvre. Transparence sur les dépenses</p> <p>Possibles nuisances olfactives</p>	<p>Le département de la Haute Savoie a réalisé les études préalables au lancement du projet auprès de cabinets de conseils spécialisés indépendants dans le secteur agro-alimentaires, de la chambre d'agriculture et des représentants des filières locales.</p> <p>Le projet d’abattoir départemental tire sa genèse dans les difficultés chroniques rencontrées par l’abattoir de Megève, dernier abattoir public de la Haute-Savoie. L’abattoir de Megève a en effet connu une fermeture administrative pour raisons sanitaires, et bien que des investissements aient été réalisés, il reste vétuste, avec une faible productivité et son maintien reste provisoire. Dès lors, et au vu des contraintes inhérentes à la situation géographique actuelle de l’abattoir en milieu urbain, le choix de créer un nouvel équipement en position centrale dans le département et facile d’accès a été retenu.</p> <p>Le département de la Haute-Savoie est un territoire de montagne et d’herbe, en grande majorité tourné vers l’élevage, notamment bovin, ovin et caprin. Le territoire a donc besoin d’un équipement de proximité, répondant aux besoins des éleveurs en terme de petits lots, de possibilités d’abattage multi espèces, doté des services indispensables au développement des circuits courts, comme la maturation des carcasses, la découpe et la transformation des viandes.</p> <p>Le projet vise une capacité d’abattage d’environ 1500 tonnes annuelles, ce qui reste un petit abattoir au regard du paysage français des abattoirs. Cette capacité a été retenue sur la base d’une étude réalisée sur les filières d’élevage présentes en Haute-Savoie. Par ailleurs, bien que la consommation de viande en France soit en stagnation, la population de la Haute-Savoie est en forte croissance depuis la seconde guerre mondiale, ce qui en fait un territoire peuplé (850 000 hab en 2022). Les abattoirs de proximité permettent également de « raccourcir » les circuits de distribution et de répondre ainsi à la demande sociétale de consommer local et aux besoins des territoires, dont nombre s’engagent dans des Projets Alimentaires Territoriaux, d’augmenter la part des circuits courts. En ce sens, la Chambre d’Agriculture porte depuis 2025 une stratégie de filière viande visant à organiser les éleveurs et les acteurs afin de positionner les viandes locales sur les marchés locaux et de maintenir la valeur ajoutée dans les fermes savoyardes.</p>
103	02/02/2026 20:12	Anonyme	<p>Complètement contre, aux antipodes de toutes les lois en faveur de la transition vers un monde durable.</p>	<p>Commentaire n'appelant pas de réponses du pétionnaire.</p>

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétionnaire
104	02/02/2026 20:29	Anonyme	Je suis pour ce projet. La construction de cet abattoir favoriserait le travail local. Un outil de travail qui serait positif vis à vis du bien-être animal grâce à son équipement approprié. En plus de tout cela, sa localisation est centrale et se situe au cœur de la Haute-Savoie. Ce qui permettrait que tout le monde y ait accès facilement.	
105	02/02/2026 23:02	Masson Philippe	Revient sur sa contribution précédente : Ce dossier n'est pas seulement rempli de lacunes et d'omissions. il n'est pas seulement orienté, il est en fait insincère. Et cela est grave ! La sagesse voudrait que ce dossier soit mis au rebut et qu'un travail sérieux sur des bases saines soit entrepris en toute transparence.	Commentaire n'appelant pas de réponses du pétionnaire.
106	03/02/2026 07:13	JACQUESON Jean-Baptiste (Directeur ABATTOIR BIGARD)	Au regard de la baisse structurelle des volumes, de la crise de main-d'œuvre, de la fragilité économique de la filière, et des risques financiers pour la collectivité, la construction d'un abattoir à Saint-Pierre-en-Faucigny ne constitue ni une réponse adaptée aux besoins actuels des éleveurs, ni un investissement responsable pour le territoire. Demande que ce projet soit reconsidéré, et qu'une réflexion plus large et plus réaliste soit engagée sur l'avenir de la filière locale, en cohérence avec les enjeux économiques, sociaux et environnementaux actuels.	L'activité du nouvel abattoir multi-espèces de Saint Pierre en Faucigny n'est pas comparable avec celle de l'abattoir privé de Bonneville. Ce service public ne recherchera pas la même lucrativité ni les mêmes volumes que ceux de la société BIGARD (12 000 tonnes annuelles, bovins exclusivement).  Il sera multi-espèces et dimensionné pour un volume moyen de 1500 à 2000 tonnes annuel. Le département de la Haute-Savoie est un territoire de montagne et d'herbe, en grande majorité tourné vers l'élevage, notamment bovin, ovin et caprin. Le territoire a donc besoin d'un équipement de proximité, répondant aux besoins des éleveurs en terme de petits lots, de possibilités d'abattage multi espèces, doté des services indispensables au développement des circuits courts, comme la maturation des carcasses, la découpe et la transformation des viandes.
107	03/02/2026 07:42	Denis	Etant éleveur caprin l'arrivée de ce nouvel abattoir est essentiel à notre activité car cela nous permettra de mieux valoriser la viande de chevreau ainsi que les chèvres de réforme. Petite structure qui mise en sur la vente en circuit court principalement sur des distances raisonnables. Avec sa proximité des réseaux routier et sa position géographique, il parait indispensable pour la pérennité de nos petites exploitations	

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétionnaire
108	03/02/2026 10:19	Concerné pas opposé	Renouveler cet équipement est important, toutefois il faut l'accompagner. Les conditions de son développement et surtout son dimensionnement ne sont pas acceptable. Les autres structures étant justes à l'équilibre ou en recherche de cheptels pour tenir un équilibre, seraient inévitablement menacées, avec les conséquences en chaine sur les équipements et les filières locales . L'argent public tentera de compenser cette déstabilisation directe et indirecte.	<p>Le département de la Haute Savoie a réalisé les études préalables au lancement du projet auprès de cabinets de conseils spécialisés indépendants dans le secteur agro-alimentaires, de la chambre d'agriculture et des représentants des filières locales.</p> <p>Le projet d’abattoir départemental tire sa genèse dans les difficultés chroniques rencontrées par l’abattoir de Megève, dernier abattoir public de la Haute-Savoie. L’abattoir de Megève a en effet connu une fermeture administrative pour raisons sanitaires, et bien que des investissements aient été réalisés, il reste vétuste, avec une faible productivité et son maintien reste provisoire. Dès lors, et au vu des contraintes inhérentes à la situation géographique actuelle de l’abattoir en milieu urbain, le choix de créer un nouvel équipement en position centrale dans le département et facile d’accès a été retenu.</p> <p>Le département de la Haute-Savoie est un territoire de montagne et d’herbe, en grande majorité tourné vers l’élevage, notamment bovin, ovin et caprin. Le territoire a donc besoin d’un équipement de proximité, répondant aux besoins des éleveurs en terme de petits lots, de possibilités d’abattage multi espèces, doté des services indispensables au développement des circuits courts, comme la maturation des carcasses, la découpe et la transformation des viandes.</p> <p>Le projet vise une capacité d’abattage d’environ 1500 tonnes annuelles, ce qui reste un petit abattoir au regard du paysage français des abattoirs. Cette capacité a été retenue sur la base d’une étude réalisée sur les filières d’élevage présentes en Haute-Savoie. Par ailleurs, bien que la consommation de viande en France soit en stagnation, la population de la Haute-Savoie est en forte croissance depuis la seconde guerre mondiale, ce qui en fait un territoire peuplé (850 000 hab en 2022). Les abattoirs de proximité permettent également de « raccourcir » les circuits de distribution et de répondre ainsi à la demande sociétale de consommer local et aux besoins des territoires, dont nombre s’engagent dans des Projets Alimentaires Territoriaux, d’augmenter la part des circuits courts. En ce sens, la Chambre d’Agriculture porte depuis 2025 une stratégie de filière viande visant à organiser les éleveurs et les acteurs afin de positionner les viandes locales sur les marchés locaux et de maintenir la valeur ajoutée dans les fermes savoyardes.</p>



Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétionnaire
109	03/02/2026 11:21	Anonyme	<p>Avis défavorable : le projet est surdimensionné, économiquement risqué, financé par l'argent du contribuable sans garantie de viabilité, susceptible de fragiliser l'existant, porteur d'impacts environnementaux et sociaux non justifiés.</p> <p>Demande l'abandon de ce projet en l'état, ou a minima une remise à plat complète, avec étude indépendante, scénarios alternatifs crédibles et une réelle concertation territoriale.</p>	<p>Le département de la Haute Savoie a réalisé les études préalables au lancement du projet auprès de cabinets de conseils spécialisés indépendants dans le secteur agro-alimentaires, de la chambre d'agriculture et des représentants des filières locales.</p> <p>Le projet d'abattoir départemental tire sa genèse dans les difficultés chroniques rencontrées par l'abattoir de Megève, dernier abattoir public de la Haute-Savoie. L'abattoir de Megève a en effet connu une fermeture administrative pour raisons sanitaires, et bien que des investissements aient été réalisés, il reste vétuste, avec une faible productivité et son maintien reste provisoire. Dès lors, et au vu des contraintes inhérentes à la situation géographique actuelle de l'abattoir en milieu urbain, le choix de créer un nouvel équipement en position centrale dans le département et facile d'accès a été retenu.</p> <p>Le département de la Haute-Savoie est un territoire de montagne et d'herbe, en grande majorité tourné vers l'élevage, notamment bovin, ovin et caprin. Le territoire a donc besoin d'un équipement de proximité, répondant aux besoins des éleveurs en terme de petits lots, de possibilités d'abattage multi espèces, doté des services indispensables au développement des circuits courts, comme la maturation des carcasses, la découpe et la transformation des viandes.</p> <p>Le projet vise une capacité d'abattage d'environ 1500 tonnes annuelles, ce qui reste un petit abattoir au regard du paysage français des abattoirs. Cette capacité a été retenue sur la base d'une étude réalisée sur les filières d'élevage présentes en Haute-Savoie. Par ailleurs, bien que la consommation de viande en France soit en stagnation, la population de la Haute-Savoie est en forte croissance depuis la seconde guerre mondiale, ce qui en fait un territoire peuplé (850 000 hab en 2022). Les abattoirs de proximité permettent également de « raccourcir » les circuits de distribution et de répondre ainsi à la demande sociétale de consommer local et aux besoins des territoires, dont nombre s'engagent dans des Projets Alimentaires Territoriaux, d'augmenter la part des circuits courts. En ce sens, la Chambre d'Agriculture porte depuis 2025 une stratégie de filière viande visant à organiser les éleveurs et les acteurs afin de positionner les viandes locales sur les marchés locaux et de maintenir la valeur ajoutée dans les fermes savoyardes.</p>
110	03/02/2026 11:49	Mrs MEGEVAND et DIEZ-BAUDET	<p>En tant que Président et Directeur de la Société Bellegardienne d'Abattage, nous tenons à exprimer notre opposition au projet</p> <p>Nos motivations s'appuient sur la réalité du terrain :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Une fragilisation des flux d'approvisionnement en bétail</li> <li>-Un mode de consommation qui change</li> <li>-Une difficulté de recrutement et de fidélisation des opérateurs qualifiés (dont l'ambition professionnel est de traverser la frontière)</li> <li>-Frais de maintenance préventive, curative et la mise en conformité des normes d'hygiène et de sécurité, toujours plus élevés.</li> </ul> <p>Ce projet se heurte à des contraintes structurelles majeures (approvisionnement incertain. Sur le plan financier, la viabilité économique est compromise par des couts de maintenance disproportionnée et une incapacité de stabiliser la main-d'œuvre, menaçant à court terme la pérennité du site.</p>	<p>L'abattoir de Megève est vétuste et nécessite d'être remplacé. Cependant, les opérateurs qui exercent sur le site sont expérimentés et motivés. De fait, le site actuel ne souffre pas des mêmes difficultés de recrutement que certains abattoirs de la région. Le nouvel abattoir entend proposer un service en lien avec le développement du circuit court et des produits de qualité.</p> <p>La maintenance du site est un sujet majeur pour les équipements vétustes ou agés. Le choix de quitter de le site de Megève s'inscrit dans ce schéma où il est préférable d'investir dans une nouvelle structure plutôt que de maintenir des équipements trop vétustes.</p> <p>Le bilan d'exploitation du nouvel abattoir intégrera les coûts de maintenance courante du site ainsi que les travaux d'entretien plus conséquents.</p>

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétitionnaire
111	03/02/2026 12:15	Jacqueline	Envoi d'un article " SAUVER BELLEGARDE" du journal de l'Ain Agricole du 23.12.2023 dans lequel on peut lire que l'abattoir de Bellegarde multi espèces a besoin de subventions par exemple en 2016 : 100.000 € départ. Hte Savoie - 100.000 € départ Ain - 235.000 € La Région. Pourquoi construire un autre abattoir en Haute-Savoie, alors que celui de Bellegarde ne tourne pas à plein régime ? Il est encore temps de sauver ces terres agricoles en les conservant et remettre en cause ce projet.	<p>De nombreux équipements publics font l'objet de subventions de fonctionnement, et ce pour des raisons multiples dont seuls les gestionnaires ont parfaite connaissance. Le département de la Haute Savoie n'a pas vocation à soutenir fortement ou à développer des services publics en dehors du territoire départemental.</p> <p>Le projet d'abattoir départemental tire sa genèse dans les difficultés chroniques rencontrées par l'abattoir de Megève, dernier abattoir public de la Haute-Savoie. L'abattoir de Megève a en effet connu une fermeture administrative pour raisons sanitaires, et bien que des investissements aient été réalisés, il reste vétuste, avec une faible productivité et son maintien reste provisoire. Dès lors, et au vu des contraintes inhérentes à la situation géographique actuelle de l'abattoir en milieu urbain, le choix de créer un nouvel équipement en position centrale dans le département et facile d'accès a été retenu.</p> <p>Le département de la Haute-Savoie est un territoire de montagne et d'herbe, en grande majorité tourné vers l'élevage, notamment bovin, ovin et caprin. Le territoire a donc besoin d'un équipement de proximité, répondant aux besoins des éleveurs en terme de petits lots, de possibilités d'abattage multi espèces, doté des services indispensables au développement des circuits courts, comme la maturation des carcasses, la découpe et la transformation des viandes.</p>
112	03/02/2026 13:46	La Roche Autrement	Du fait des nombreuses et conséquentes lacunes dans les évaluations et chiffres justifiant le projet, de l'importance capitale pour notre futur de préserver autant que possible les terres agricoles, de ne pas se doter d'outils surdimensionnés, coûteux pour la collectivité et sources de nouvelles pollutions diverses, nous sommes en défaveur du projet de nouvel abattoir à Saint-Pierre-en-Faucigny tel qu'il a été présenté.	<p>Votre commentaire n'identifie pas les lacunes auxquelles il est fait référence. Ce projet s'inscrit en soutien aux filières agricoles locales et au développement d'une valorisation locale des produits issus de l'agriculture.</p> <p>Le projet vise une capacité d'abattage d'environ 1500 tonnes annuelles, ce qui reste un petit abattoir au regard du paysage français des abattoirs. Cette capacité a été retenue sur la base d'une étude réalisée sur les filières d'élevage présentes en Haute-Savoie. Par ailleurs, bien que la consommation de viande en France soit en stagnation, la population de la Haute-Savoie est en forte croissance depuis la seconde guerre mondiale, ce qui en fait un territoire peuplé (850 000 hab en 2022). Les abattoirs de proximité permettent également de « raccourcir » les circuits de distribution et de répondre ainsi à la demande sociétale de consommer local et aux besoins des territoires, dont nombre s'engagent dans des Projets Alimentaires Territoriaux, d'augmenter la part des circuits courts. En ce sens, la Chambre d'Agriculture porte depuis 2025 une stratégie de filière viande visant à organiser les éleveurs et les acteurs afin de positionner les viandes locales sur les marchés locaux et de maintenir la valeur ajoutée dans les fermes savoyardes.</p>
113	03/02/2026 15:01	Grand Annecy	Le Bureau de la Communauté de l'agglomération du Grand Annecy a délibéré le 30 janvier 2026 et émis un avis favorable sur la demande d'autorisation environnementale pour le projet d'abattoir public départemental à Saint-Pierre-en-Faucigny.	

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétitionnaire
114	03/02/2026 15:21	LEROY Philippe	Je suis personnellement opposé à la construction d'un abattoir départemental sur la commune de Saint Pierre en Faucigny tel que prévu, compte tenu des risques sanitaires (pollution de l'air et de l'eau), de la consommation d'eau inacceptable dans une zone qui en manque régulièrement et en manquera plus encore à l'avenir, du manque de transparence du dossier, et de l'impact sur les terres agricoles disponibles	<p>Les installations classées au titre de l'environnement font l'objet d'un suivi et d'une vérification régulière de leurs équipements. Le projet prévoit des dispositifs techniques performants qui permettront de réduire sensiblement les éventuelles nuisances résiduelles.</p> <p>L'ensemble du dossier a été mis à disposition du public sur le registre dematérialisé.</p>
115	03/02/2026 15:31	Anonyme	Ce projet de mise au norme est logique et understandable mais il ne doit pas se faire au détriment des autres abattoirs existants, au risque de mettre en cause leur viabilité. Après vérification, si cette viabilité est remise en cause, le projet ne doit pas se faire ou les dimensions du projet doivent être revues à la baisse.	<p>Le projet d'abattoir départemental tire sa genèse dans les difficultés chroniques rencontrées par l'abattoir de Megève, dernier abattoir public de la Haute-Savoie. L'abattoir de Megève a en effet connu une fermeture administrative pour raisons sanitaires, et bien que des investissements aient été réalisés, il reste vétuste, avec une faible productivité et son maintien reste provisoire. Dès lors, et au vu des contraintes inhérentes à la situation géographique actuelle de l'abattoir en milieu urbain, le choix de créer un nouvel équipement en position centrale dans le département et facile d'accès a été retenu.</p> <p>Le département de la Haute-Savoie est un territoire de montagne et d'herbe, en grande majorité tourné vers l'élevage, notamment bovin, ovin et caprin. Le territoire a donc besoin d'un équipement de proximité, répondant aux besoins des éleveurs en terme de petits lots, de possibilités d'abattage multi espèces, doté des services indispensables au développement des circuits courts, comme la maturation des carcasses, la découpe et la transformation des viandes.</p> <p>Le projet vise une capacité d'abattage d'environ 1500 tonnes annuelles, ce qui reste un petit abattoir au regard du paysage français des abattoirs. Cette capacité a été retenue sur la base d'une étude réalisée sur les filières d'élevage présentes en Haute-Savoie. Par ailleurs, bien que la consommation de viande en France soit en stagnation, la population de la Haute-Savoie est en forte croissance depuis la seconde guerre mondiale, ce qui en fait un territoire peuplé (850 000 hab en 2022). Les abattoirs de proximité permettent également de « raccourcir » les circuits de distribution et de répondre ainsi à la demande sociétale de consommer local et aux besoins des territoires, dont nombre s'engagent dans des Projets Alimentaires Territoriaux, d'augmenter la part des circuits courts. En ce sens, la Chambre d'Agriculture porte depuis 2025 une stratégie de filière viande visant à organiser les éleveurs et les acteurs afin de positionner les viandes locales sur les marchés locaux et de maintenir la valeur ajoutée dans les fermes savoyardes.</p>

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétionnaire
116	03/02/2026 15:36	GUIGUE Gilbert	<p>Le diaporama présenté lors de la réunion publique du 22 janvier 2026 est erroné :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le tonnage abattu sur l'abattoir de Chambéry est en moyenne sur les 3 dernières années de 2900 tonnes et non de 3500 tonnes. Le volume de 3500 tonnes n'a jamais été réalisé. Si le transfert de 500 tonnes était effectif, le tonnage abattu descendrait au dessous du seuil de rentabilité de l'abattoir de Chambéry.</li> <li>- « la profession agricole s'organise afin de flécher vers le nouvel abattoir des volumes suffisants ». A la connaissance du SMAC, aucun calage n'a été fait à l'initiative du syndicat mixte de l'abattoir public de Haute Savoie, ou de la profession agricole pour assurer une répartition des volumes entre les différents outils.</li> <li>- Le diaporama indique que « plusieurs rencontres ont eu lieu afin de recueillir les besoins des différents acteurs » et que « ce travail de concertation a permis de définir les objectifs de produits découpés et transformés à cibler ». A la connaissance du SMAC, aucune concertation sur ce sujet n'a été organisée avec l'abattoir de Chambéry contrairement à ce que le document laisse supposer.</li> </ul>	<p>Les chiffres indiqués au diaporama sont ceux déclarés officiellement dans le cadre des autorisations ICPE enregistrées par les services de l'Etat.</p> <p>Le syndicat mixte de l'abattoir n'a pas vocation à organiser ou à réguler la répartition des abattages entre les différents sites, étant donné que les éleveurs sont libres de se rendre dans la structure de leur choix. Cependant, il est possible de travailler avec les filières d'élevage afin de leur proposer un service de proximité en adéquation avec leurs besoins.</p> <p>Il est parfaitement admis que les éleveurs hauts-savoyards nécessitent un outil performant d'abattage, de découpe et de transformation afin de développer les circuits courts et la commercialisation locale des produits issus de l'élevage. Le positionnement de l'abattoir de Chambéry est différent, orienté vers de la vente au volume auprès de grossistes notamment. Ainsi, le syndicat mixte de l'abattoir et la chambre d'agriculture ont identifié que les deux sites pouvaient être complémentaires plutôt que concurrentiels.</p> <p>Enfin, la structuration d'un service complet d'abattage, de découpe et transformation local et l'organisation des réseaux de vente locale offriront la possibilité aux éleveurs aujourd'hui orientés vers les abattoirs privés de valoriser leurs élevages localement.</p> <p>Les représentations des filières d'élevage local soutiennent cette orientation de développement de leurs activités vers des produits locaux et de qualité.</p>
117	03/02/2026 16:06	Anonyme	<p>Avis défavorable :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- perte de terrain agricole</li> <li>- concentration dans une zone déjà fortement sollicitée</li> <li>- coût de l'investissement pharaonique</li> </ul>	<p>Commentaire n'appelant pas de réponses du pétionnaire.</p>
118	03/02/2026 16:09	margolliet patrick	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le coût éventuel d'une réhabilitation de celui de Megève n'a pas été chiffré.</li> <li>- Proximité avec l'abattoir de Bonneville</li> <li>- Construction est la première dans un ténement de 16 hectares de terres agricoles</li> <li>- Un abattoir est un lieu qui apporte son lot de nuisances.</li> <li>- Un abattoir en consomme énormément : l'eau est un problème auquel on sera de plus en plus confronté de par sa rareté.</li> </ul> <p>Ce projet comporte pour moi trop d'incertitudes et de risques sur suffisamment de points pour que je n'y sois pas favorable.</p>	<p>La restructuration du site de Megève n'était pas possible en raison de la vétusté du bâtiment et de l'exigüité du site. Par ailleurs, la production de produits transformés est réalisée sur un autre site, rendant complexe et coûteux le fonctionnement général de l'abattoir existant. La production agro-alimentaire exige des terrains non pollués pour être implanté. Nous avons choisi le foncier qui répondait à l'ensemble des contraintes technico fonctionnelles identifiées (centralité, accès aisé, contenance foncière, ...).</p> <p>Les impacts environnementaux ont été étudiés et sont présentés dans le dossier ICPE mis à disposition du public, dans le cadre de la procédure. L'étude réalisée est conforme aux obligations réglementaires liées à la procédure ICPE.</p>

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétionnaire
119	03/02/2026 16:16	Sylviane	<p>Opposée à ce projet : les diaporamas permettant une présentation « grand public » du projet ont été déposés moins d'une semaine avant la clôture de l'enquête publique, or c'est l'unique document qui « justifie » la capacité d'abattage à 1700 tonnes</p> <p>Ce n'est pas une mission prioritaire du département. Aucune communication, aucune transparence sur cet abattoir « indispensable". Le business plan sera réalisé dans plusieurs années!!! De belles terres agricoles vont disparaître alors qu'il existe des friches industrielles.</p>	<p>La consultation du publique s'inscrit dans une procédure de demande d'autorisation environnementale qui ne porte pas sur les choix initiaux de localisation ou de dimensionnement de l'équipement. Cependant, afin d'apporter des éléments de réponses aux contributeurs, le syndicat mixte de l'abattoir a souhaité présenté les recherches et éléments d'études ayant permis de définir le lieu d'implantation de l'abattoir et les volumes projetés.</p> <p>Le document mis à disposition du public répond à de nombreuses thématiques, et bien au-delà des simples aspects environnementaux.</p> <p>Le travail est lancé pour la mise au point du bilan d'exploitation de l'abattoir en association avec les acteurs locaux pour atteindre un équilibre économique. L'objectif principal de cet abattoir public est de maintenir le service public d'abattage, de découpe et de transformation au sein du département. Il ne peut être comparé aux objectifs de rentabilité recherchés par les opérateurs privés du secteur.</p>
120	03/02/2026 16:21	Marie-José Giacherio	<p>Je suis contre : Il faut peut-être un nouvel abattoir mais celui-ci est complètement démesuré. la genèse des chiffres du cahier des charges n'a pas été expliquée. Un abattoir de 1700 tonnes pour remplacer un abattoir de 300 t. ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- risque de fragilisation des abattoirs existants.</li> <li>- pas de sondage auprès des éleveurs haut-savoyards,</li> <li>- baisse du nombre d'animaux, du nombre d'exploitations et baisse de la consommation de viande</li> <li>- Les coûts de construction seront supportés en grande partie par le département (c'est à dire nous...)</li> <li>- nuisances : odeurs, circulation</li> </ul>	<p>Le projet d'abattoir départemental tire sa genèse dans les difficultés chroniques rencontrées par l'abattoir de Megève, dernier abattoir public de la Haute-Savoie. L'abattoir de Megève a en effet connu une fermeture administrative pour raisons sanitaires, et bien que des investissements aient été réalisés, il reste vétuste, avec une faible productivité et son maintien reste provisoire. Dès lors, et au vu des contraintes inhérentes à la situation géographique actuelle de l'abattoir en milieu urbain, le choix de créer un nouvel équipement en position centrale dans le département et facile d'accès a été retenu.</p> <p>Le département de la Haute-Savoie est un territoire de montagne et d'herbe, en grande majorité tourné vers l'élevage, notamment bovin, ovin et caprin. Le territoire a donc besoin d'un équipement de proximité, répondant aux besoins des éleveurs en terme de petits lots, de possibilités d'abattage multi espèces, doté des services indispensables au développement des circuits courts, comme la maturation des carcasses, la découpe et la transformation des viandes.</p> <p>Le département a réalisé les études préalables au projet auprès de cabinets de conseils spécialisés dans le secteur agro-alimentaires, de la chambre d'agriculture et des représentants des filières locales.</p> <p>Le projet vise une capacité d'abattage d'environ 1500 tonnes annuelles, ce qui reste un petit abattoir au regard du paysage français des abattoirs. Cette capacité a été retenue sur la base d'une étude réalisée sur les filières d'élevage présentes en Haute-Savoie. Par ailleurs, bien que la consommation de viande en France soit en stagnation, la population de la Haute-Savoie est en forte croissance depuis la seconde guerre mondiale, ce qui en fait un territoire peuplé (850 000 hab en 2022). Les abattoirs de proximité permettent également de « raccourcir » les circuits de distribution et de répondre ainsi à la demande sociétale de consommer local et aux besoins des territoires, dont nombre s'engagent dans des Projets Alimentaires Territoriaux, d'augmenter la part des circuits courts. En ce sens, la Chambre d'Agriculture porte depuis 2025 une stratégie de filière viande visant à organiser les éleveurs et les acteurs afin de positionner les viandes locales sur les marchés locaux et de maintenir la valeur ajoutée dans les fermes savoyardes.</p>

Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétionnaire
121	03/02/2026 16:24	Anonyme	<p>Contre le projet :</p> <p>Pas de buisness plan, les chiffres annoncés pour justifier les tonnages avancés sont faux.</p> <p>Aucun justificatif de recherche de solution alternative. Aucune étude sur le coût de rénovation totale de l'abattoir de Mégève ou sur un abattoir mobile. Aucune recherche de terrain dans les friches industrielles pourtant existantes.</p> <p>Pas d'étude complète des impacts environnementaux:</p>	<p>Le département de la Haute Savoie a réalisé les études préalables au lancement du projet auprès de cabinets de conseils spécialisés indépendants dans le secteur agro-alimentaires, de la chambre d'agriculture et des représentants des filières locales.</p> <p>Le projet vise une capacité d'abattage d'environ 1500 tonnes annuelles, ce qui reste un petit abattoir au regard du paysage français des abattoirs. Cette capacité a été retenue sur la base d'une étude réalisée sur les filières d'élevage présentes en Haute-Savoie. Par ailleurs, bien que la consommation de viande en France soit en stagnation, la population de la Haute-Savoie est en forte croissance depuis la seconde guerre mondiale, ce qui en fait un territoire peuplé (850 000 hab en 2022). Les abattoirs de proximité permettent également de « raccourcir » les circuits de distribution et de répondre ainsi à la demande sociétale de consommer local et aux besoins des territoires, dont nombre s'engagent dans des Projets Alimentaires Territoriaux, d'augmenter la part des circuits courts. En ce sens, la Chambre d'Agriculture porte depuis 2025 une stratégie de filière viande visant à organiser les éleveurs et les acteurs afin de positionner les viandes locales sur les marchés locaux et de maintenir la valeur ajoutée dans les fermes savoyardes.</p> <p>La restructuration du site de Megève n'était pas possible en raison de la vétusté du bâtiment et de l'exiguïté du site. Par ailleurs, la production de produits transformés est réalisée sur un autre site, rendant complexe et coûteux le fonctionnement général de l'abattoir existant. La production agro-alimentaire exige des terrains non pollués pour être implanté. Nous avons choisi le foncier qui répondait à l'ensemble des contraintes technico fonctionnelles identifiées (centralité, accessibilité, contenance foncière).</p> <p>Les impacts environnementaux ont été étudiés et sont présentés dans le dossier ICPE mis à disposition du public, dans le cadre de la procédure. L'étude réalisée est conforme aux obligations réglementaires liées à la procédure ICPE.</p>
122	03/02/2026 16:26	Communauté de Communes du Pays Rochois	<p>Pour la CCPR, la création d'un abattoir public de proximité relève de l'intérêt général, en adéquation avec les besoins du territoire haut-savoyard.</p> <p>Cet outil favorise, d'une part, le maintien d'une agriculture diversifiée sur nos territoires participant à l'entretien de l'espace, des paysages et des milieux naturels riches que sont les pâturages en zone de montagne et, d'autre part, les circuits courts et le consommer local.</p>	



Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétionnaire
123	03/02/2026 17:03	olivier lhermie	Aucun caprins en provenance de Haute Savoie ne sont abattus à Gap L'évolution des abattages est relativement incertaine à moyen terme (baisse de production , baisse de consommation de viande "rouge", intérêt grandissant pour les protéines végétales et ovoproduits...ce qui oblige à réfléchir d'abord à saturer les outils existants avant d'en creer des nouveaux au risque de déstabiliser ceux déjà en place....	<a href="#">Le projet vise une capacité d'abattage d'environ 1500 tonnes annuelles, ce qui reste un petit abattoir au regard du paysage français des abattoirs. Cette capacité a été retenue sur la base d'une étude réalisée sur les filières d'élevage présentes en Haute-Savoie. Par ailleurs, bien que la consommation de viande en France soit en stagnation, la population de la Haute-Savoie est en forte croissance depuis la seconde guerre mondiale, ce qui en fait un territoire peuplé (850 000 hab en 2022). Les abattoirs de proximité permettent également de « raccourcir » les circuits de distribution et de répondre ainsi à la demande sociétale de consommer local et aux besoins des territoires, dont nombre s'engagent dans des Projets Alimentaires Territoriaux, d'augmenter la part des circuits courts. En ce sens, la Chambre d'Agriculture porte depuis 2025 une stratégie de filière viande visant à organiser les éleveurs et les acteurs afin de positionner les viandes locales sur les marchés locaux et de maintenir la valeur ajoutée dans les fermes savoyardes.</a>
124	03/02/2026 17:03	Confédération paysanne de Haute-Savoie	La Confédération paysanne de Haute-Savoie soutient activement le projet. Cet abattoir, véritable outil public, sera un élément clé pour la structuration des filières viande locales et pour la pérennité de l'élevage, dans toute sa diversité, sur notre territoire. De plus, cet abattoir public de proximité, permettra de favoriser la mise en place de modes d'abattages alternatifs (à la ferme, caisson mobile...), soutien crucial pour la paysannerie.	
125	03/02/2026 17:06	SYLVIE LEROY	Je ne suis pas d'accord avec la construction d'un abattoir sur la commune pour des raisons écologiques et pour ses nuisances inéluctables alors que la vie à Saint-Pierre en Faucigny est déjà beaucoup trop fortement impactée par le développement démographique galopant .	<a href="#">Commentaire n'appelant pas de réponses du pétionnaire.</a>
126	03/02/2026 17:25	Yves DURBET, Président du Syndicat du Pays de Maurienne	Avis défavorable. Nous interrogeons donc le surdimensionnement de l'outil : 3 à 4 fois supérieur à l'activité actuelle de l'abattoir de Megève, qui va impacter l'équilibre déjà fragile d'autres abattoirs de proximité, notamment l'abattoir de St Etienne de Cuines qui compte parmi sa clientèle des Haut-Savoyards. Alors que les Savoie manquent d'outils d'abattage collectif pour les volailles, pourquoi ne pas avoir privilégié cet équipement qui répond à un besoin identifié ?	<p><a href="#">Le projet d'abattoir départemental tire sa genèse dans les difficultés chroniques rencontrées par l'abattoir de Megève, dernier abattoir public de la Haute-Savoie. L'abattoir de Megève a en effet connu une fermeture administrative pour raisons sanitaires, et bien que des investissements aient été réalisés, il reste vétuste, avec une faible productivité et son maintien reste provisoire. Dès lors, et au vu des contraintes inhérentes à la situation géographique actuelle de l'abattoir en milieu urbain, le choix de créer un nouvel équipement en position centrale dans le département et facile d'accès a été retenu.</a></p> <p><a href="#">Le département de la Haute-Savoie est un territoire de montagne et d'herbe, en grande majorité tourné vers l'élevage, notamment bovin, ovin et caprin. Le territoire a donc besoin d'un équipement de proximité, répondant aux besoins des éleveurs en terme de petits lots, de possibilités d'abattage multi espèces, doté des services indispensables au développement des circuits courts, comme la maturation des carcasses, la découpe et la transformation des viandes.</a></p>



Réf.	Date de publication	Auteur	Annotation	réponse du pétionnaire
				<p>Le projet vise une capacité d'abattage d'environ 1500 tonnes annuelles, ce qui reste un petit abattoir au regard du paysage français des abattoirs. Cette capacité a été retenue sur la base d'une étude réalisée sur les filières d'élevage présentes en Haute-Savoie. Par ailleurs, bien que la consommation de viande en France soit en stagnation, la population de la Haute-Savoie est en forte croissance depuis la seconde guerre mondiale, ce qui en fait un territoire peuplé (850 000 hab en 2022). Les abattoirs de proximité permettent également de « raccourcir » les circuits de distribution et de répondre ainsi à la demande sociétale de consommer local et aux besoins des territoires, dont nombre s'engagent dans des Projets Alimentaires Territoriaux, d'augmenter la part des circuits courts. En ce sens, la Chambre d'Agriculture porte depuis 2025 une stratégie de filière viande visant à organiser les éleveurs et les acteurs afin de positionner les viandes locales sur les marchés locaux et de maintenir la valeur ajoutée dans les fermes savoyardes.</p> <p>Nous avons réalisé une étude pour connaître les besoins d'abattage des volailles sur le département de la Haute Savoie et il a été identifié une faible demande sur le territoire. Cette hypothèse a donc été écartée.</p>
127	03/02/2026 17:46	Addear de Haute-Savoie	<p>Nous soutenons ce projet d'abattoir au service de l'intérêt général, qui contribuera à une alimentation locale et de qualité.</p> <p>Une réflexion sur le dimensionnement de l'abattoir permettrait d'envisager une moindre emprise sur les terres agricoles et de limiter l'impact environnemental, notamment sur la ressource en eau.</p>	
128	03/02/2026 17:49	Franck PACCARD - Vice Président CCVT	<p>Le Conseil communautaire de la Communauté de Communes des vallées de Thônes a exprimé, par plusieurs délibérations successives (jointes en annexe), son soutien à ce projet considérant que la présence d'un tel outil sur le département répondrait à de multiples enjeux pour le territoire de la CCVT, tant en ce qui concerne le dynamisme et la diversification de l'activité agricole que le développement des circuits courts et du consommer local.</p>	